

Union des villes suisses (UVS), Communauté d'intérêts (CI) des grandes villes-centres

L'utilité de l'immigration pour les villes suisses et pour la Suisse

Rapport final
Zurich, 17 septembre 2015

Thomas von Stokar, Martin Peter, Remo Zandonella, Stephanie Schwab Cammarano

Impressum

L'utilité de l'immigration pour les villes suisses et pour la Suisse

Rapport final

Zurich, 17 septembre 2015

Nutzen_Zuwanderung_Schlussbericht_INFRAS_F.docx

Mandataires

Union des villes suisses (UVS), Communauté d'intérêts (CI) des grandes villes-centres

Monbijoustrasse 8, case postale 8175, 3001 Berne

Direction de l'étude

Corine Mauch, maire de Zurich

Céline Widmer, collaboratrice de l'état-major de la maire de Zurich

Autrices et auteurs

Thomas von Stokar, Martin Peter, Remo Zandonella, Stephanie Schwab Cammarano

INFRAS, Binzstrasse 23, 8045 Zurich

Tél. +41 44 205 95 95

Groupe de suivi

Corine Mauch, maire de Zurich (direction)

Marco Borradori, maire de Lugano

Erich Fehr, maire de Biel/Bienne

Martin Tschirren, directeur suppléant de l'Union des villes suisses

Christina Wandeler, service d'urbanisme, Zurich

Remarques pour la version française. Seules des raisons de lisibilité expliquent les cas où seule la forme masculine est utilisée dans ce rapport. Les passages concernent toujours tant les femmes que les hommes. En outre, les abréviations des sources bibliographiques, dans le texte, renvoient aux versions originales, en allemand.

Table des matières

Synthèse	4
1. Contexte, objectif	6
2. Caractéristiques de l’immigration	9
2.1. Caractéristiques générales	9
2.2. Importance pour les villes	11
3. Effets de l’immigration sur les villes et sur la Suisse	14
3.1. Survol	14
3.2. Emploi	16
3.3. Recherche et innovation	22
3.4. Habitat	23
3.5. Infrastructure, environnement	25
3.6. Capacité économique	26
3.7. Cohésion sociale	29
3.8. Culture	31
4. Utilité de l’immigration pour les villes	32
Annexes: analyses de la littérature existante	36
Travail	36
Recherche, innovation	39
Habitat	41
Infrastructure, environnement	43
Capacité économique	43
Cohésion sociale	46
Culture	47
Bibliographie	49

Synthèse

L'accord sur la libre circulation des personnes (ALCP) entre la Suisse et l'Union européenne est entré en vigueur en 2002. Il a renforcé l'immigration vers la Suisse et l'a modifiée en profondeur: les immigrés sont aujourd'hui plus jeunes et mieux formés qu'autrefois. Ils sont aussi encore plus présents sur le marché du travail que la population résidente. Les immigrés s'installent en outre très souvent dans les zones urbaines qui sont aussi leurs lieux de travail.

La Communauté d'intérêts (CI) des grandes villes-centres de l'Union des villes suisses a souhaité montrer les avantages économiques et sociaux de cette «nouvelle» immigration et intégrer ces éléments au débat politique. C'est pourquoi elle a chargé le Bureau d'enquêtes et de conseil INFRAS d'analyser la littérature existante sur les effets de la nouvelle immigration depuis l'entrée en vigueur de l'ALCP. Les études réalisées jusqu'ici n'aboutissent pas toujours aux mêmes conclusions, mais elles peuvent être résumées, globalement, de la manière suivante:

Les effets positifs dominent

L'immigration des dernières années a apporté de nombreux effets positifs pour les villes et pour la Suisse dans son ensemble: davantage d'emplois, demande stabilisant la conjoncture, progrès dans le domaine de la productivité, compétitivité des entreprises, diversité culturelle et liens internationaux. En même temps, survenue en peu de temps, la forte immigration a aussi entraîné de nouveaux défis à relever et des dépenses supplémentaires, notamment sur le marché du logement, dans les transports ou en ce qui concerne l'environnement.

Selon les études consultées, les avantages sont toutefois plus importants que les désavantages dans la plupart des secteurs, surtout du point de vue des grandes villes. Les villes ont absorbé une grande partie des nouveaux venus et ont ainsi instauré les conditions nécessaires à la prospérité, économique et sociale, et pour mieux affronter les crises. D'un point de vue économique, l'utilité de l'immigration se manifeste en premier lieu, pour les villes, sur le marché du travail, dans la recherche, l'innovation et la force économique. Ce résultat globalement positif vaut pour les villes en général. Mais des différences peuvent exister entre villes et entre régions.

L'immigration correspond à un besoin de l'économie

L'immigration de personnes hautement qualifiées correspond à un besoin de l'économie. Elle a rendu le marché du travail suisse plus souple et plus compétitif, renforcé le capital humain et augmenté la productivité du travail. Contrairement aux craintes, elle n'a pas évincé les travailleurs suisses du marché du travail et n'a amorti le niveau des salaires que légèrement, et seu-

lement chez les personnes très qualifiées. Au contraire, l'immigration a couvert les besoins de l'économie et elle a eu, par là, un effet positif sur la performance économique de la Suisse. La productivité et la création de valeur ont progressé, en chiffres absolus et par habitant. L'immigration a rendu l'économie plus résistante en l'aidant à mieux absorber les variations conjoncturelles.

L'immigration renforce la recherche et l'innovation

Grâce à l'immigration, la recherche a été en mesure de s'internationaliser davantage ces dernières années et de recruter les meilleurs talents. Elle a ainsi été la base de l'excellent positionnement des hautes écoles suisses sur le plan international et a renforcé le rayonnement positif de la vie socio-culturelle et économique des villes suisses.

L'immigration rend les villes attractives pour les entreprises suisses et étrangères

La présence de spécialistes hautement qualifiés est le critère le plus important pour de très nombreuses entreprises au moment de choisir un site d'implantation. A cet égard, les villes ont tout particulièrement profité de l'immigration et elles sont attractives pour les entreprises suisses et étrangères.

L'immigration aide à surmonter la charge démographique pesant sur les assurances sociales.

Le rajeunissement allant de pair avec l'immigration aide la Suisse à surmonter la charge démographique pesant fortement sur les assurances sociales, au fur et à mesure que la génération des «babyboomers» prend sa retraite. L'immigration donne donc plus de temps pour élaborer les réformes structurelles à long terme et pour trouver des solutions aux problèmes démographiques touchant les institutions de prévoyance sociale financées par répartition.

L'immigration augmente la diversité sociale, enrichit la culture et stimule les innovations sociales

D'un point de vue social également, les personnes immigrées sont utiles aux villes: elles sont la plupart du temps bien intégrées et ont souvent le désir de s'engager dans la vie sociale, dans les associations et le travail bénévole. Les immigrés promeuvent la diversité sociale, enrichissent l'offre culturelle, apportent de nouvelles expériences et de nouvelles idées, et donnent des impulsions aux innovations sociales.

1. Contexte, objectif

L'accord sur la libre circulation des personnes (ALCP) entré en vigueur en 2002 entre la Suisse et l'Union européenne a renforcé l'immigration vers la Suisse et lui a donné un nouveau caractère. Cette «nouvelle» immigration se distingue souvent par le haut niveau de formation des immigrés originaires des 27 pays de l'UE et de l'AELE. C'est en particulier le cas des ressortissants allemands et de ceux des pays d'Europe du nord. Ces dernières années, cette immigration a aussi suscité des controverses politiques animées. Elles se sont encore renforcées après l'acceptation, le 9 février 2014, de l'initiative populaire «contre l'immigration de masse», avec les discussions qui ont suivi sur la manière de mettre en œuvre l'initiative.

Les grandes villes suisses sont particulièrement touchées par l'immigration, puisqu'elles accueillent une grande partie des immigrés et que leurs fonctions de centre jouent un rôle important. Pour faire entendre des revendications très spécifiques, les grandes villes centres de l'Union des villes suisses (UVS) entendent démontrer l'utilité économique et sociale de l'immigration. C'est pourquoi la Communauté d'intérêts (CI) des grandes villes-centres a demandé au Bureau de recherches et de conseil INFRAS d'analyser la littérature existante sur les effets de l'immigration. Il s'agit de montrer comment cette dernière peut contribuer à donner aux villes leur caractère ouvert, social, diversifié, comment elle renforce leur dynamisme et à quel point elle est synonyme de bienfait économique et social.

Coup de projecteur sur l'utilité de l'immigration pour les villes

L'objet de l'étude est ce que l'on a appelé la «nouvelle» immigration en Suisse, née avec l'entrée en vigueur de l'ALCP, et, surtout, son utilité pour les dix plus grandes villes, en particulier pour leurs agglomérations (voir le graphique ci-dessous). Partant, c'est l'utilité pour tout le pays qui est ainsi abordée. Pour rendre la présentation plus fluide, nous parlerons ici des «villes» - mais toutes les agglomérations, c'est-à-dire les villes-centres et l'espace urbain les entourant, sont prises en considération.

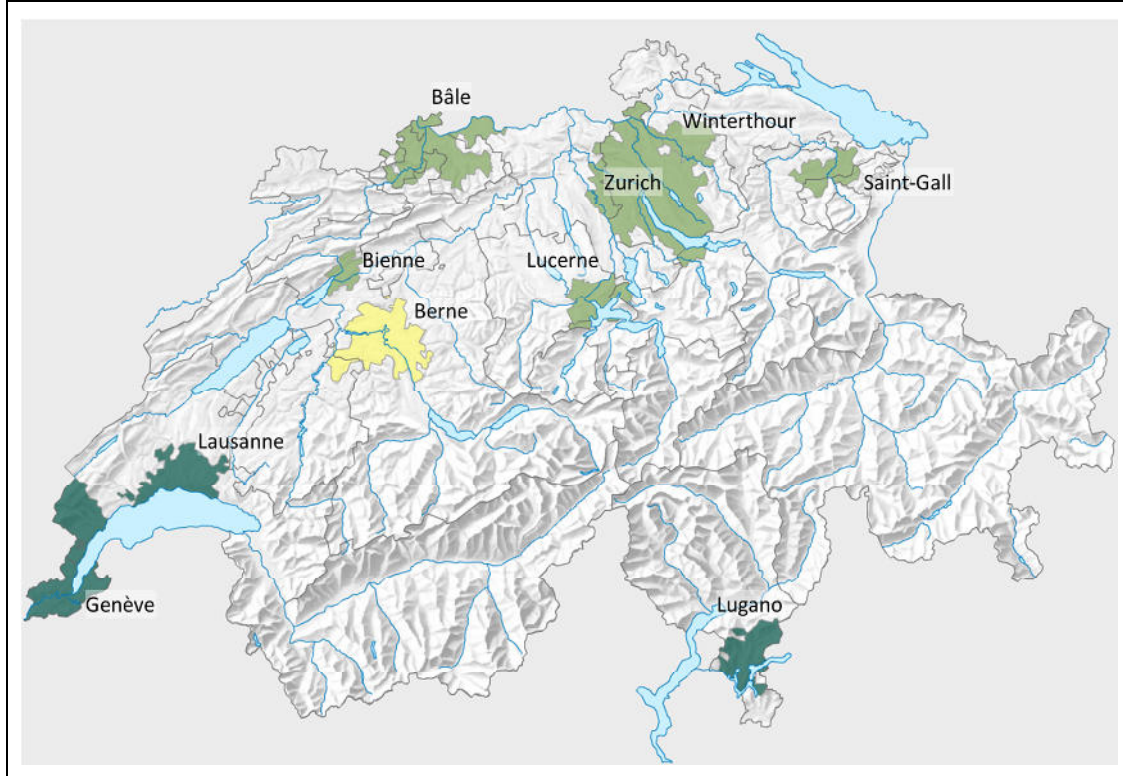
L'étude met l'accent sur les bienfaits économiques et sociaux que l'immigration a déjà générés depuis l'entrée en vigueur de l'accord sur la libre circulation des personnes et qu'elle générera encore. Les coûts et les difficultés entraînées par l'immigration ne sont pas directement l'objet de l'analyse, mais ils ne sont pas non plus oblitérés. L'étude se concentre sur les villes et sur la Suisse en général. Elle n'étudie pas la situation pour chaque ville séparément. Les bienfaits et les coûts de l'immigration peuvent, selon les cas, différer quelque peu d'une région et d'une ville à l'autre.

Considérer un élément comme un bienfait dans un cas précis dépend souvent du point de vue de l'analyste. Des loyers plus élevés représentent par exemple des coûts plus élevés pour

les locataires, mais ils augmentent aussi les revenus des bailleurs et des propriétaires. Nous avons tenté de présenter les deux points de vue. L'étude ne comprend toutefois pas de mise en perspective ni de bilan détaillé des avantages et des coûts.

Les études prises en considération portent sur des espaces divers, des périodes de temps diverses et des définitions différentes de l'immigration. De ce fait, l'immigration doit être définie de manière large pour cette étude. Un exemple: l'immigration se réfère en règle générale à la croissance de la population résidente, qui ne comprend donc pas les requérantes et les requérants d'asile. Mais cela n'est pas systématique dans toutes les études. Nombre d'entre elles se réfèrent seulement à la Suisse ou aux régions urbaines en tant que telles.

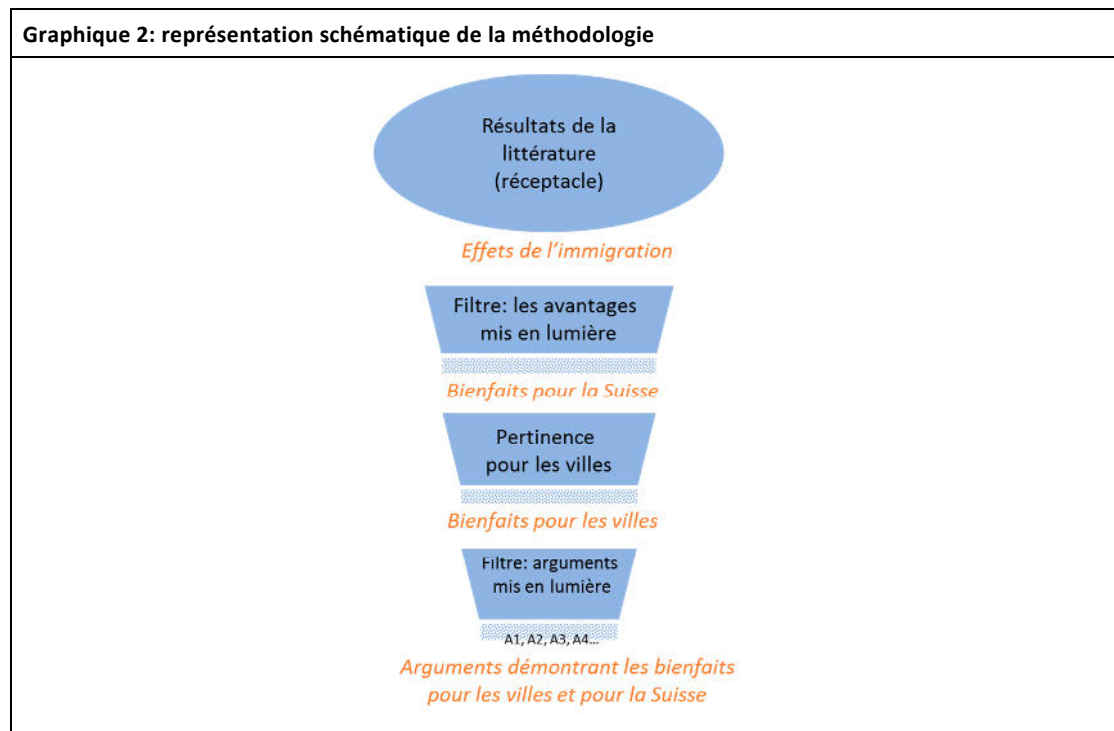
Graphique 1: Les agglomérations des dix plus grandes villes centres de Suisse



Source: OFS, INFRAS.

Méthodologie

Le graphique suivant illustre la méthodologie choisie. Dans une première étape, nous avons étudié systématiquement les études consacrées ces dernières années aux effets de l'immigration. Nous avons réuni les arguments qui y sont présentés dans divers domaines et les avons évalués («réceptacle»). Les deux étapes suivantes ont consisté à souligner les avantages de l'immigration et à rechercher lesquels d'entre eux sont particulièrement importants pour les villes. Enfin, nous avons dégagé et documenté des arguments concluants en partant des avantages précédemment mis en exergue.



Graphique INFRAS

Structure du rapport

Le deuxième chapitre sera consacré aux caractéristiques générales de l'immigration de ces dix dernières années. Elle mettra en lumière son importance particulière pour les villes. Le chapitre suivant apportera d'abord un survol de la pertinence et de l'utilité de l'immigration (chapitre 3.1), où nous présenterons les effets de façon détaillée, dans divers domaines. Le quatrième chapitre conclut en synthétisant ces avantages. Enfin, dans les annexes, nous avons documenté les bases d'argumentation dans des tableaux synthétiques.

2. Caractéristiques de l'immigration

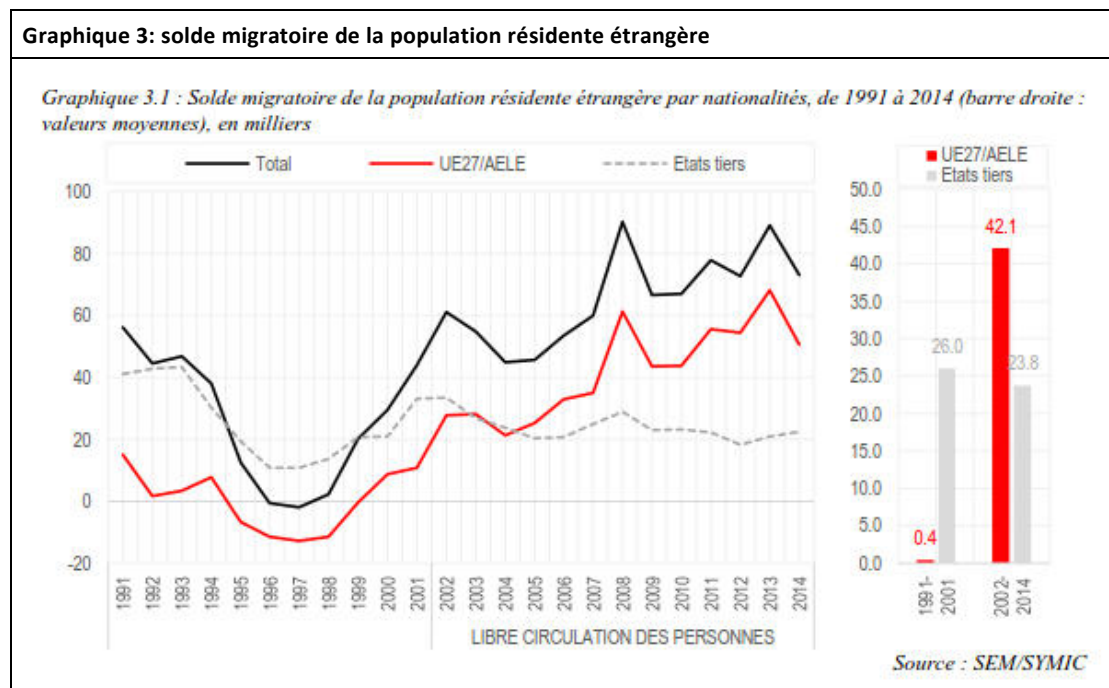
Ce chapitre pose la base de l'étude en décrivant les principales caractéristiques de la nouvelle immigration depuis l'entrée en vigueur de l'accord sur la libre circulation des personnes (ALCP), pour la Suisse en général et pour les villes en particulier.

2.1. Caractéristiques générales

L'ALCP entre la Suisse et l'UE a profondément influencé l'immigration vers la Suisse ces dix dernières années. Les personnes venant s'installer dans notre pays présentent des caractéristiques les distinguant nettement des précédents immigrés.

Les immigrés viennent principalement des Etats de l'UE et de l'AELE

Comme le montre le troisième graphique, ci-dessous, le nombre de personnes migrant en Suisse a commencé à augmenter de façon marquée à la fin des années 1990. En 2014, il a atteint presque 80'000 personnes. Cette progression est exclusivement due à l'arrivée de personnes des pays de l'UE et de l'AELE. Le nombre d'immigrés de pays tiers est même en recul depuis l'année 2000, alors qu'ils dominaient l'immigration durant les années 1990. En 2014, trois immigrés sur quatre viennent de pays de l'UE et de l'AELE.



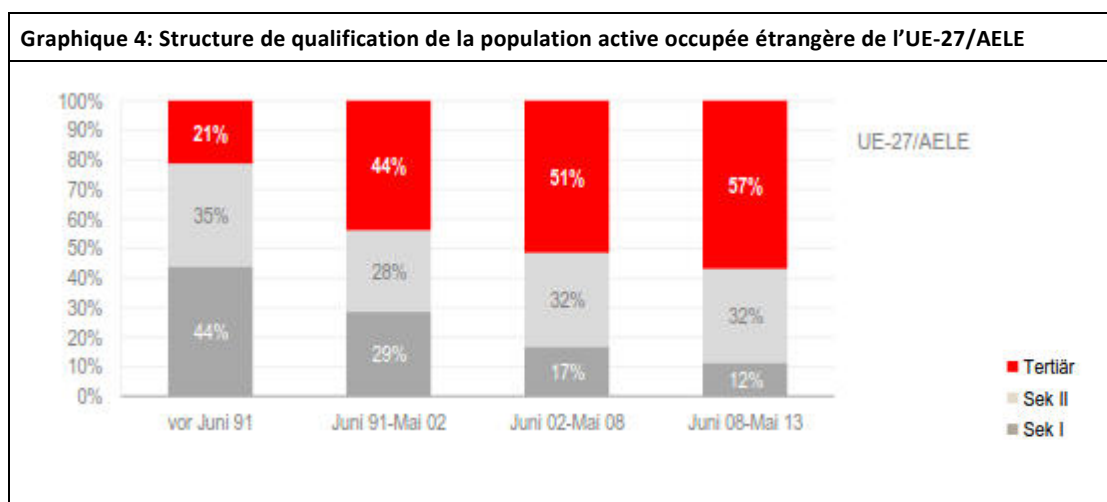
Source: SECO (2015: 17).

Taux d'activité professionnelle élevé chez les immigrés

La plupart des personnes arrivées en Suisse ces dernières années ont un emploi. En 2014, c'était le cas de 60% des immigrés de l'espace UE/AELE (SECO et al. 2015: 5). La même année, le taux d'actifs occupés des Suissesses et des Suisses était de 55% (OFS).

La nouvelle immigration se démarque par une main d'œuvre hautement qualifiée

La nouvelle immigration ne se caractérise pas seulement par la nouvelle structure des pays d'origine. Les personnes arrivant des pays de l'espace de l'UE/AELE sont en outre nettement plus qualifiées que par le passé.



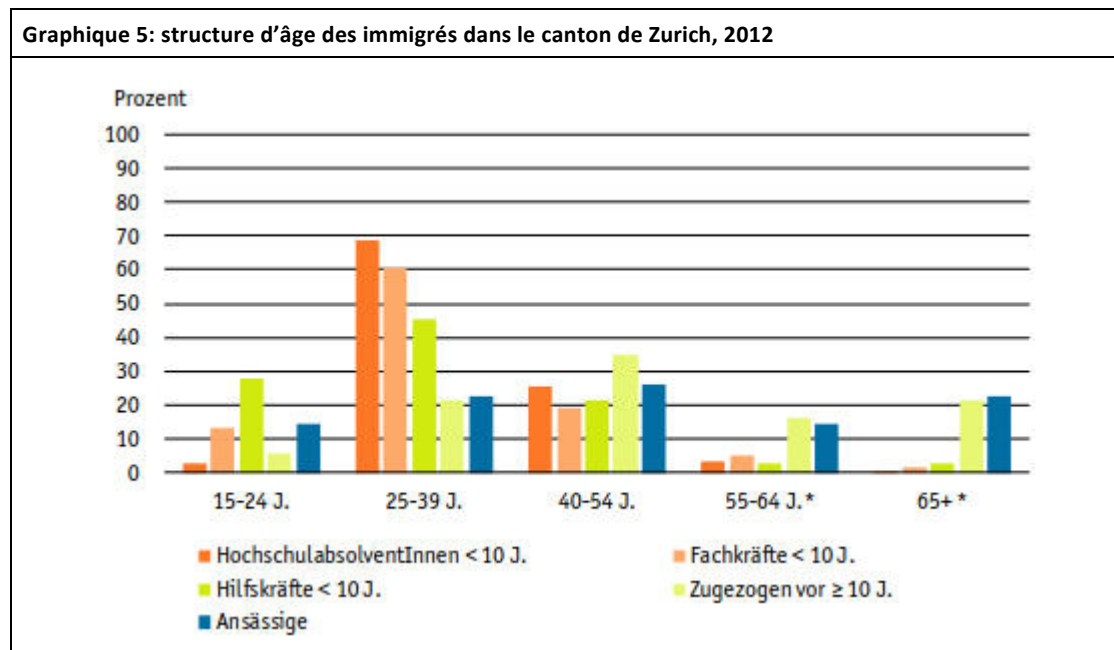
Source: SECO et al. (2015: 42).

Comme le montre le quatrième graphique, 57% des personnes arrivées en Suisse entre 2008 et 2013 en provenance de l'espace UE27-AELE et étant actives professionnellement disposent d'un diplôme de formation tertiaire. Dans les années 1990 (1991-2002), cette proportion était de 44%, et même de 21% avant les années 1990. Le taux de formation est donc plus élevé chez les immigrés qu'au sein de la population locale, où seuls 38% de l'ensemble de la population active a terminé une formation tertiaire.

Pour le canton de Zurich, les immigrés hautement qualifiés viennent souvent de pays germanophones. D'un point de vue socio-culturel, ces nouveaux habitants sont en général plus proches de la population locale que leurs prédécesseurs (INFRAS 2014: 25-33, ZKB 2010: 32-36).

Rajeunissement démographique grâce à l'immigration

Les personnes immigrées de ces dernières années sont aussi tendanciellement nettement plus jeunes que la population locale. Le graphique suivant, portant sur le canton de Zurich, montre que le groupe des 25-39 ans est plus important parmi les nouveaux immigrés de ces dix dernières années que dans la population locale, et surtout en ce qui concerne les personnes hautement qualifiées.

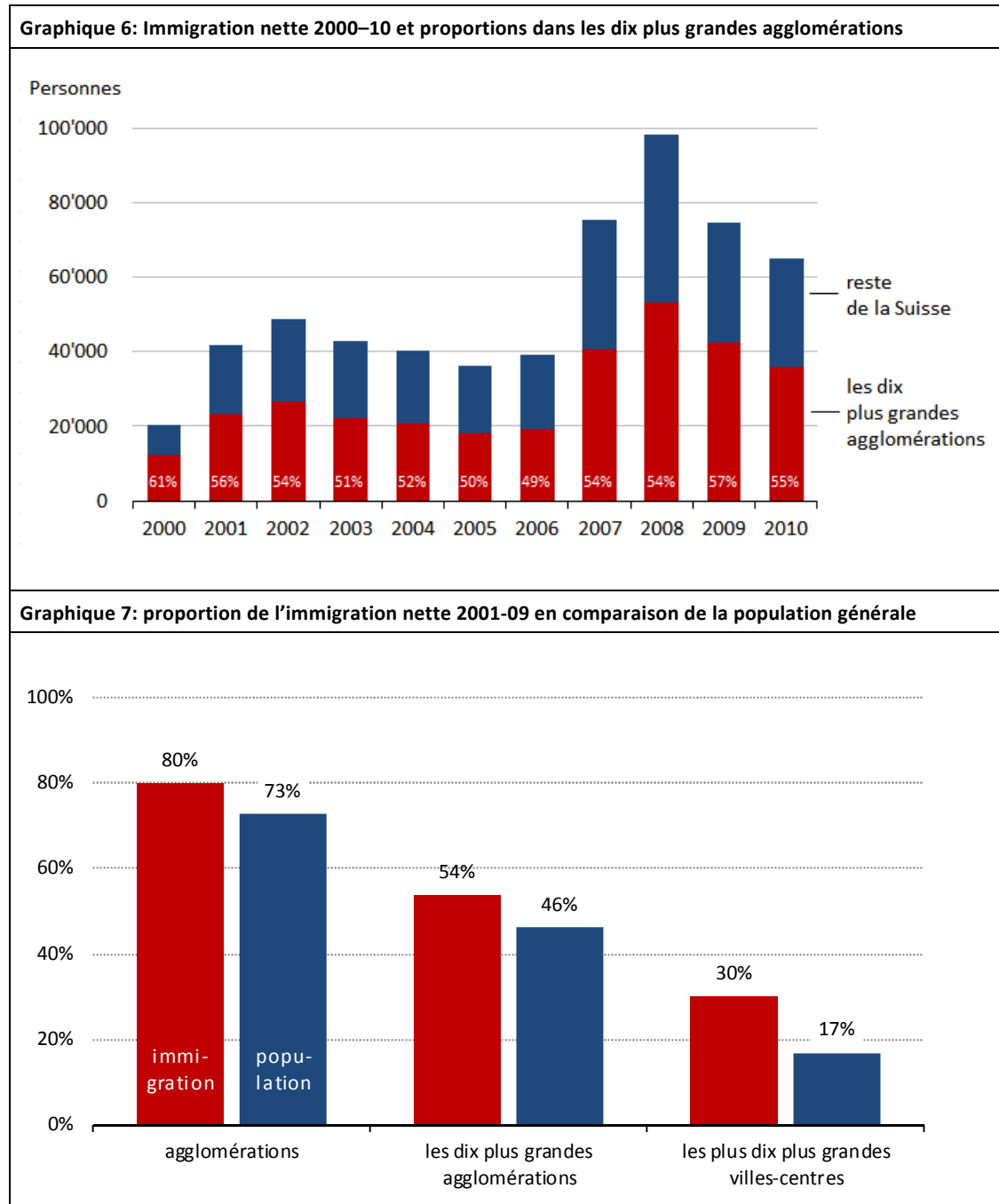


Exemple: près de 70% des universitaires immigrés ces dix dernières années avaient entre 25 et 39 ans. Cette proportion est de 60% pour la main d'œuvre qualifiée immigrée. En 2012, un peu plus de 20% de la population locale se situait dans ce groupe d'âge. Source: INFRAS (2014: 58).

2.2. Importance pour les villes

Près de 75% des habitants de Suisse vivent dans les villes et les agglomérations. Ces dernières génèrent plus de 80% du PIB national. Les agglomérations jouent aussi un grand rôle en ce qui concerne l'immigration. Selon les chiffres de l'Office fédéral de la statistique (OFS), près de 80% des quelque 580'000 personnes (chiffres nets) s'étant établies en Suisse entre 2000 et 2010 ont choisi les agglomérations. Les graphiques suivants montrent l'évolution de l'immigration en Suisse et dans les agglomérations des dix plus grandes villes, où elle a suivi plus ou moins l'évolution en cours dans tout le pays et où elle a atteint une proportion de 50 à 60% de l'ensemble de l'immigration. En moyenne, 54% des immigrés se sont installés dans les dix plus grandes agglomérations durant la période citée et 30% dans les plus dix plus grandes

ville-centres. En comparaison: seuls 46% de la population vit dans les dix plus grandes agglomérations et 17% vivent dans les villes centres.



Analyse INFRAS sur la base des données de l'OFS (ESPOP). Dix plus grandes villes et agglomérations selon le graphique 1.

Les graphiques révèlent une immigration plus forte dans les agglomérations et en particulier dans les villes-centres. Ainsi, en 2010, 12 personnes sur 100, dans les dix plus grandes villes du pays, avaient immigré durant les dix années précédentes. Ce chiffre est de 7 sur 100 à l'échelle du pays. Pour le seul canton de Zurich, plus de 75% des immigrés ayant un emploi habitent en ville de Zurich (VD Kt. ZH 2012: 15-16).

L'immigration touche donc particulièrement les villes, pour qui elle est particulièrement importante. En conséquence, elle déploie ses effets sur les villes et les agglomérations surtout.

Outre cet élément quantitatif, l'immigration concerne aussi les villes d'un point de vue fonctionnel, car ces dernières se distinguent par leur rôle de centre: elles sont des moteurs pour l'innovation et la croissance, elles sont leaders, sur le plan national et international, elles sont des lieux d'implantation pour les sièges d'entreprises et pour la science et la recherche. Elles sont aussi des centres culturels. Un milieu créatif et ouvert sur le monde est un terrain fertile pour les innovations, il imprègne le visage d'une ville. L'immigration peut avoir un effet certain sur ces fonctions clés.

3. Effets de l'immigration sur les villes et sur la Suisse

L'immigration déploie ses effets dans de nombreux domaines économiques et sociaux. Pour cette analyse, les domaines de l'emploi, de la recherche et de l'innovation, de l'habitat et de l'espace, de l'infrastructure et de l'environnement, de la capacité économique, de la cohésion sociale et de la culture figurent au premier plan. Dans la littérature existante, tous ces secteurs n'ont pas été étudiés de la même manière et, quand des études y sont consacrées, les résultats ne sont pas toujours identiques.

L'alinéa 3.1 fournit un survol de la pertinence et de l'utilité de l'immigration pour les villes, de la manière dont ces critères ressortent de l'analyse des études réalisées pour certains secteurs. Les alinéas qui suivent abordent les effets de l'immigration dans chaque secteur spécifique.

3.1. Survol

Le tableau suivant synthétise les effets de l'immigration tels que montrés dans les études analysées. Nous distinguons les aspects suivants:

- Quelle est la pertinence de l'immigration dans ce domaine, pour la Suisse dans son ensemble?
- Quelle est la pertinence de l'immigration dans ce domaine pour les villes?
- Quelle est l'utilité de l'immigration pour les villes?

Tableau 1: Pertinence et utilité de l'immigration			
Secteur	Pertinence pour la Suisse	Pertinence pour les villes	Utilité pour les villes
Emploi	●●●	●●●	●●●
Recherche et innovation	●●	●●●	●●
Habitat, espace	●●●	●●●	●
Infrastructure (transports, énergie), environnement	●●	●●	●
Capacité économique	●●●	●●●	●●●
Cohésion sociale	●●	●●●	●●
Culture	●●	●●●	●●

Légende: ●●● = élevée; ●● = moyenne; ● = faible.

Dans tous les domaines, l'immigration doit être considérée comme moyennement importante ou très importante. Si l'on compare à la pertinence pour tout le pays, l'immigration est plus pertinente pour les villes dans les domaines de la recherche et de l'innovation, de la cohésion sociale et de la culture. Pour les villes, l'utilité se manifeste, économiquement, dans les do-

maines du travail et de la capacité économique. En outre, l'immigration apporte beaucoup aux villes d'un point de vue social, dans les domaines de la cohésion sociale et de la culture. Les effets positifs se font également sentir, quoique de façon plus modeste, dans les domaines de l'habitat et de l'infrastructure.

Voilà l'analyse des résultats des études étudiées, par domaine:

Emploi

Comme la plus grande partie des immigrés sont professionnellement actifs, l'immigration a un effet direct important sur le marché du travail. Presque toutes les études sur l'immigration se penchent sur ces effets. L'immigration est extrêmement pertinente pour le marché de l'emploi, du point de vue du pays et du point de vue des villes. Elle est extrêmement utile aux villes.

Recherche et innovation

Le nombre d'études disponibles est faible. Nous considérons toutefois la pertinence de l'immigration dans ce domaine comme élevée. Les hautes écoles, moteurs de la recherche, étant situées dans les villes, la pertinence de l'immigration pour ce secteur est considérée comme plus élevée. Pour les villes, l'utilité naît en interaction avec la fonction de formation et de recherche des hautes écoles, avec le transfert de savoirs et de technologies vers les entreprises et avec le potentiel de recrutement des actifs hautement qualifiés.

Logement, espace

Les effets de l'immigration sur le logement sont très pertinents, pour tout le pays et pour les villes. La discussion sur le niveau des loyers a gagné en intensité, avec l'immigration. Mais nous considérons que l'utilité directe pour les villes est plutôt faible dans ce domaine: excepté le renouvellement du parc de logements, elle reste en effet modeste.

Infrastructure et environnement

L'immigration exerce une pression plus grande sur les diverses infrastructures, ce qui peut avoir des effets ambivalents, entre utilité pour l'économie, surcharge des infrastructures et besoin d'investissement pour leur extension. Nous ne voyons aucune utilité directe pour les villes.

L'immigration, et la croissance démographique qu'elle entraîne, exercent une pression de plus en plus grande sur l'environnement, dans toute la Suisse. La thématique n'est pas spécifique aux villes et il n'y a pratiquement aucune étude scientifique à ce sujet.

Capacité économique

Le marché du travail et le marché du capital sont des facteurs décisifs pour la capacité économique d'un pays. La pertinence élevée que nous attribuons aux domaines «travail et recherche/innovation» se reporte donc sur la capacité économique. En fin de compte, grâce à ces effets macro-économiques, les villes peuvent tirer des effets bénéfiques décisifs de l'immigration.

Cohésion sociale

La cohésion sociale naît lorsque plusieurs groupes de population ont des échanges entre eux et développent leur sens de la tolérance et de la communauté. Cet échange est renforcé lorsque la Suisse accueille des migrants. Nous considérons que la pertinence est plus élevée pour les villes, car une grande partie des migrants s'y concentrent. Les villes peuvent tirer avantage de la diversité qui en résulte. Mais cette dernière pose aussi de nouveaux défis. C'est pourquoi nous jugeons que l'utilité est moyennement importante.

Culture

Dans ce domaine, les mêmes arguments peuvent être utilisés que pour la cohésion sociale. La diversité culturelle augmente avec l'immigration et il faut être conscient des deux types de conséquences que l'utilisation de ce potentiel peut avoir. L'utilité est bien là, mais pas sans nuances.

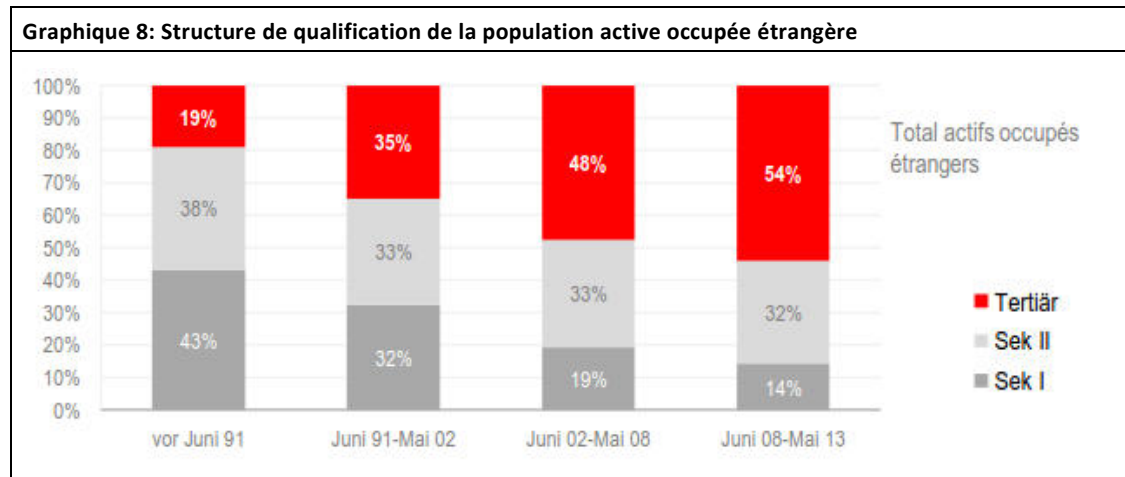
3.2. Emploi

Les effets de la libre circulation des personnes et de l'immigration dans le domaine de l'emploi ont fait l'objet d'études approfondies. Nous pouvons nous référer d'une part à des analyses descriptives – sur le nombre d'immigrés, leur provenance, leur niveau de formation ou les raisons qui les ont fait émigrer. Il y a aussi des études empiriques qui isolent les contextes de causalité pour, par exemple, quantifier l'effet de l'immigration sur le niveau des salaires. C'est dans ce domaine que la recherche est la plus poussée. Si les études parviennent à des résultats parfois différents, les éventuels effets négatifs sont, au pire, qualifiés de «faibles». Les effets positifs l'emportent.

Le niveau de formation des actifs monte, l'âge moyen baisse

Près de 70% des personnes ayant immigré en Suisse depuis l'entrée en vigueur de l'ALCP viennent de l'UE (Avenir Suisse, 2008). Jusqu'en 2008, c'est l'immigration en provenance de l'Allemagne qui a le plus progressé, suivie par l'Italie, l'Espagne et le Portugal (SECO et al. 2015: 18). Plus de 50% des immigrés arrivés depuis 2002 disposent d'un diplôme de formation ter-

taire (BCZ 2010, SECO et al. 2015: 6). Ils sont, en moyenne, mieux formés que la population locale. L'immigration a donc contribué à relever le niveau de qualification des actifs en Suisses et a amélioré la présence de travailleurs hautement qualifiés pour l'économie suisse.

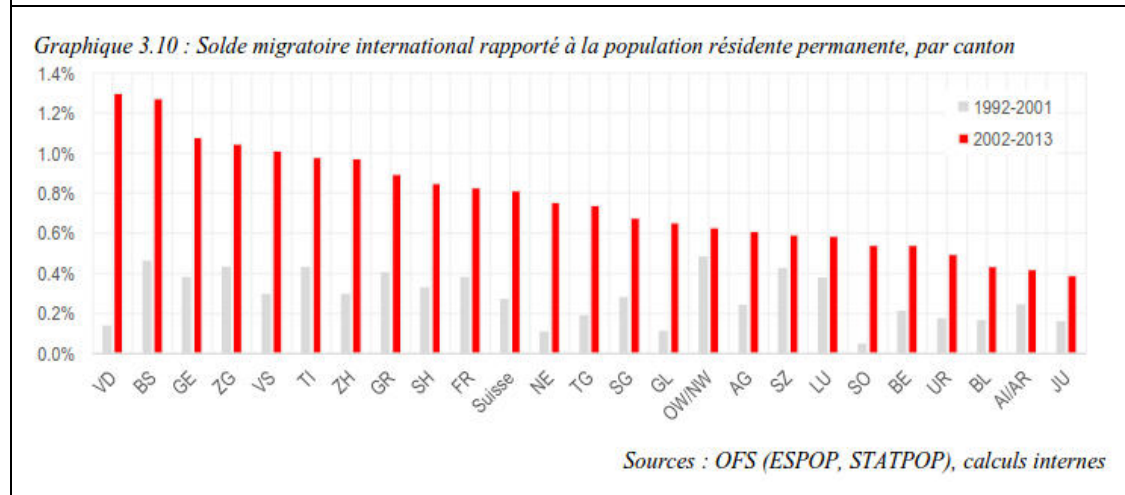


Source: SECO et al. (2015: 19 et 42).

Outre ce plus haut degré de qualification, l'immigration a aussi rajeuni la population active (Müller et al. 2013). Globalement, les immigrés sont plus proches de la population suisse, du point de vue socio-économique et socio-culturel, qu'autrefois (Avenir Suisse 2008).

Les immigrés hautement qualifiés s'installent plutôt dans les agglomérations

La plupart des personnes hautement qualifiées sont employées par des multinationales, des hautes écoles et des instituts financiers, dont un grand nombre ont leur siège dans les grandes agglomérations de Suisse, formant ainsi un «sog» (pôle d'attraction) pour les migrants hautement qualifiés. (BR 2012: 23/4). Près de 80% d'entre eux s'installent dans les villes et les agglomérations. Chez celles et ceux qui immigreront seuls, deux tiers choisissent un centre ville (CS 2013: 23-26). Les régions périphériques accueillent davantage les immigrés qui trouvent un emploi dans des secteurs plutôt traditionnels comme le tourisme, l'industrie ou la construction. Les cantons de Bâle-Ville, de Genève, de Vaud, de Zoug et de Zurich, qui ont tous de grandes villes, sont le lieu d'une immigration plus importante. (BR 2012: 23/4).

Graphique 9: Immigration, surtout dans les cantons de VD, BS, GE, ZG, ZH

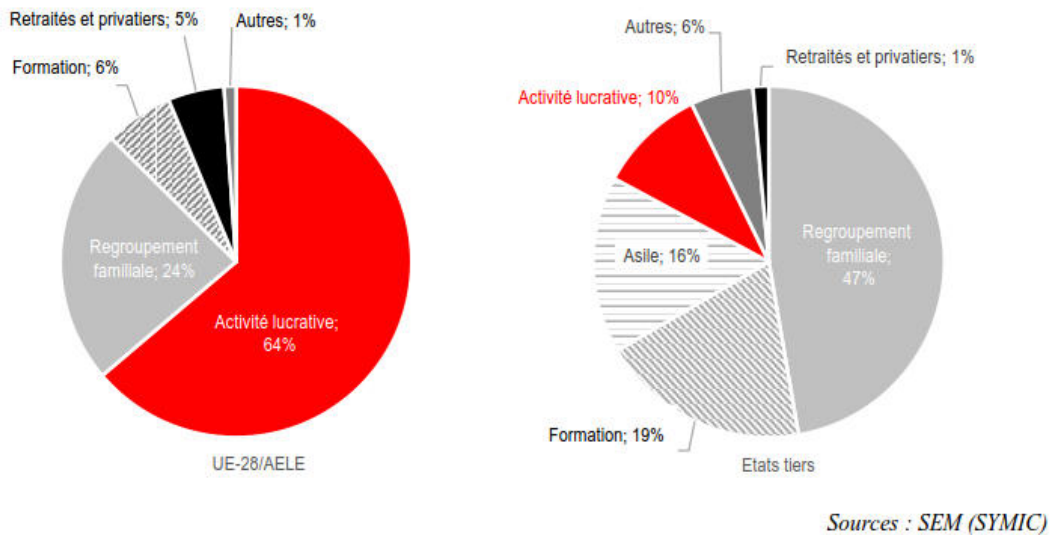
Source: SECO et al. (2015: 26).

Les immigrés trouvent en général directement du travail et augmentent le potentiel de croissance de la productivité du travail.

Comme le montre le graphique suivant, la plus grande partie des immigrés viennent en Suisse pour travailler et est ainsi une migration du travail typique (SECO et al. 2015). Les personnes immigrées travaillent souvent dans les domaines scientifiques et techniques et prennent souvent des fonctions dirigeantes. (BCZ 2010). La Suisse profite ainsi d'un fort afflux de capital humain qui renforce le potentiel de croissance de la productivité du travail.

Graphique 10: Immigration pour raisons professionnelles

Graphique 3.15 : Entrée dans la population résidente permanente selon le motif d'immigration, pays de l'UE-28/AELE et Etats tiers, chiffres et parts relatives pour l'année 2014



Source: SECO et al. (2015: 30).

Les personnes immigrées ont des compétences complémentaires à celles de la population locale. Elles complètent ainsi l'offre en travailleurs. Les travailleurs ont place n'ont pas été repoussés hors de leur marché du travail.

L'immigration n'a pas diminué le taux d'activité de la population résidente et n'a pas exclu les travailleurs autochtones du marché du travail. Les personnes qui immigreront sont intégrées au marché du travail, ce qui augmente le taux d'activité professionnelle en Suisse. Les travailleurs immigrés, respectivement leurs compétences, sont largement complémentaires à celles des personnes résidentes (Aeppli et al. 2008, Aeppli 2010). Un spécialiste étranger aura par exemple des connaissances informatiques complétant idéalement le savoir-faire d'une personne déjà engagée; l'entreprise peut, ainsi, dégager des synergies grâce aux travailleurs étrangers.

Dans certains secteurs, comme celui des personnes autochtones hautement qualifiées, des effets de déplacement, de faible ampleur, ont été constatés (Favre et al. 2013).

Entre 2002 et 2008, la proportion de personnes en quête d'un emploi a été, en moyenne, supérieure à celle des années 1992 à 2002; pour la période 2008 à 2014 en revanche, le chiffre retombe à ce qu'il était en moyenne dans les années 1990 (SECO et al. 2015: 51). Selon les études empiriques, l'immigration a augmenté légèrement le taux de chômage de la population locale, mais l'effet est modeste est tout juste significatif (Favre et al. 2013, Aeppli et al. 2008,

Aeppli 2010, Stalder 2010). Globalement, il faut constater que les personnes immigrées sont bien intégrées sur le marché du travail en Suisse (Liebig et al. 2012). Le taux de chômage est resté extrêmement stable dans une période qui a connu des différences conjoncturelles (SECO et al. 2015: 51).

Pas de pression générale sur les salaires. Les niveaux de salaires se sont rapprochés. Les salaires bas et moyens ont plus progressés que les salaires élevés.

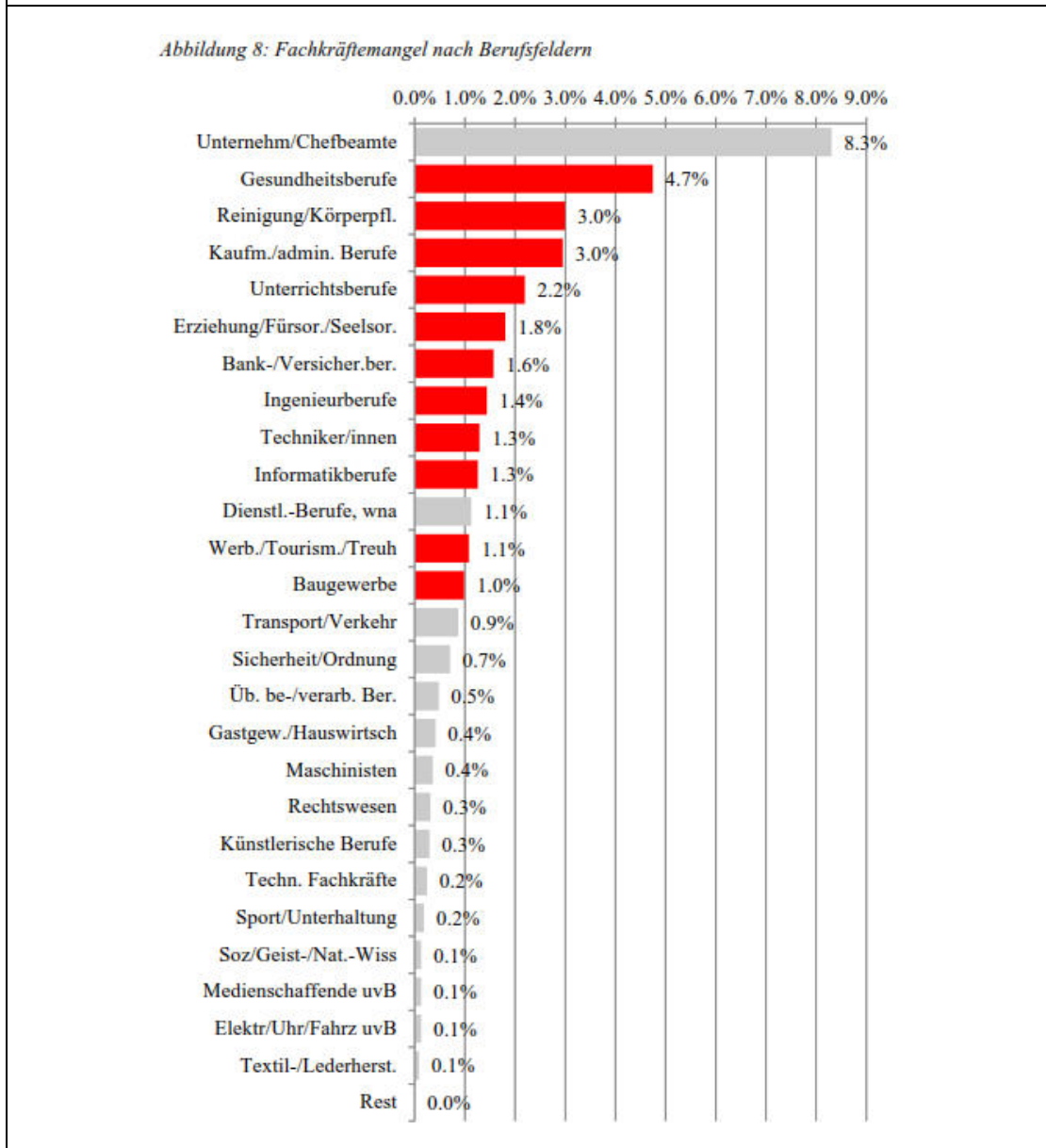
L'immigration n'a pas provoqué de pression générale sur les salaires. Selon les secteurs, elle a suscité une hausse ou une baisse des salaires (Aeppli 2010). Chez les personnes hautement qualifiées, la hausse des salaires s'est ralentie. Au total, cela a conduit à un resserrement des niveaux salariaux, puisque les salaires des personnes avec des qualifications faibles à moyennes ont tendanciellement profité de l'immigration (Gerfin, Kaiser 2010). Depuis l'entrée en vigueur de l'ALCP, les salaires réels ont davantage augmenté que dans les années 1990. La croissance est supérieure dans les régions de Zurich, du Tessin et de l'Arc lémanique. Avec la forte croissance du nombre de frontaliers au Tessin et dans la région lémanique, un lien avec l'immigration ne peut pas être exclu. (SECO et al. 2015).

La pénurie de spécialistes a diminué, surtout dans les phases de hausse conjoncturelle rapide

L'économie a besoin de plus de main d'œuvre dans les phases de hausse conjoncturelle. Etant donné la structure de l'économie suisse, il s'agit en général, dans notre pays, de personnes hautement qualifiées. Ces dernières années, les besoins n'ont pu, en grande partie, être couverts que grâce à l'engagement de spécialistes étrangers. L'immigration a donc grandement contribué à diminuer la pénurie de spécialistes.

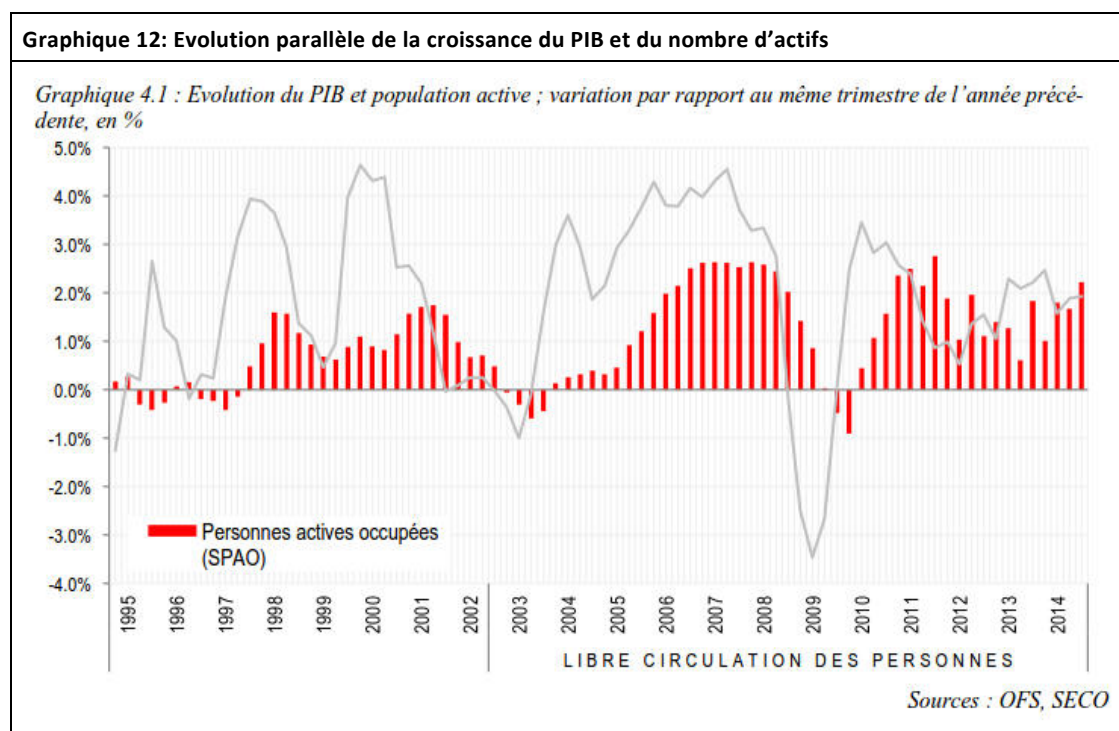
Certaines entreprises cherchent elles-mêmes activement à recruter à l'étranger (VD Kt. ZH 2012), d'autres obtiennent des réponses de l'étranger lorsqu'elles mettent des postes au concours ou peuvent faire fonctionner les réseaux des étrangers déjà employés en Suisse (BAK BASEL 2013). Comme présenté dans le graphique suivant, ce sont les secteurs du management, de l'administration, de la comptabilité, des finances, de la santé, de l'enseignement et de la culture, ainsi que les métiers techniques qui connaissent les pénuries les plus importantes (BSS 2014). Les branches concernées sont celles de la construction de machines, de l'industrie horlogère, du secteur informatique, des services financiers, de la santé et du social (CS 2013). En fin de compte, la société dans son ensemble profite du travail des immigrés (Kreis, 2015: 72), mais surtout les domaines où une pénurie existe.

Graphique 11: pénurie selon les branches



Source: BSS (2014: 19). Les métiers en rouges sont étudiés plus en détail dans le rapport BSS (seulement en allemand).

Comme le graphique suivant le montre, le taux d'activité a chaque fois augmenté avec la conjoncture. Sans l'immigration, il n'aurait pas été possible de répondre à si court terme à la demande plus grande en main d'œuvre.



Source: SECO et al. (2015: 35).

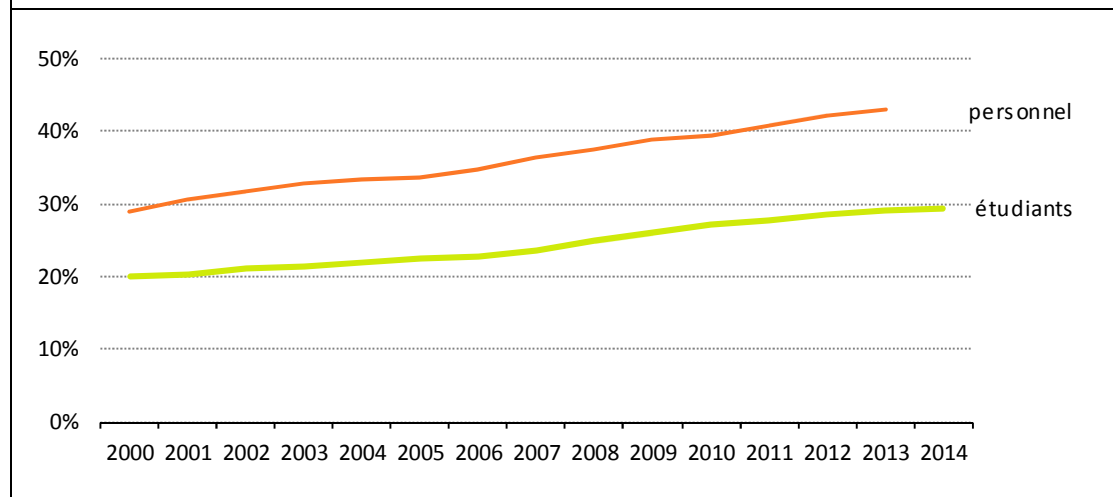
3.3. Recherche et innovation

La recherche profite de l'arrivée de talents internationaux

Peu d'études se sont penchées jusqu'ici sur les effets de l'immigration sur la recherche et l'innovation. Les chiffres montrent que les scientifiques et les spécialistes de la technique sont fortement représentés parmi les immigrants hautement qualifiés (BCZ 2010: 8 u. 31, INFRAS 2014: 61). Le nombre d'étudiants étrangers a également fortement augmenté dans les hautes écoles suisses (OFS 2010: 21ff.). Comme le trafic ci-dessous le révèle, leur proportion est passée d'environ 20% à 30% depuis 2000. Le personnel des hautes écoles compte aussi un nombre de plus en plus grand d'étrangers puisque leur proportion est passée de 30% à 40%.

Selon le Fonds national suisse de la recherche scientifique, la Suisse est devenue un pays avec le titre d'«excellent incoming researchers» grâce à l'immigration de personnes hautement qualifiées. Dans un contexte hautement compétitif, c'est une motivation pour l'excellence nationale et pour la force innovatrice du pays (FNS 2015).

Graphique 13: proportion d'étudiantes/étudiants et de personnel d'origine étrangère dans les hautes écoles suisses



Source : chiffres des hautes écoles et OFS. Graphique INFRAS.

L'immigration renforce la capacité d'innovation grâce à la diversité des idées et des compétences

L'internationalisation plus grande des effectifs – étudiants, enseignants, chercheurs – est aujourd'hui une caractéristique des hautes écoles suisses, comme on le voit dans les classements internationaux ou aussi dans les objectifs de la politique des hautes écoles (Borgwardt 2012). Ce facteur, avec la mixité d'équipes de provenances diverses, apportant des compétences et des contextes divers, favorise l'innovation. Selon le SECO (2015), les études internationales montrent que les immigrés et les travailleurs hautement qualifiés peuvent favoriser la capacité d'innovation, l'esprit d'entreprise et les réseaux internationaux dans le pays d'arrivée. Cela est spécialement important dans une économie basée en premier lieu sur le savoir.

3.4. Habitat

Augmentation de la demande en logements, remplacement plus rapide du parc de logements, aucune détérioration de la qualité de l'habitat.

L'augmentation démographique a provoqué une hausse de la demande en logements, ce qui, en tout cas à court terme si l'offre reste stable, pousse les loyers vers le haut. Les incitations à construire de nouveaux bâtiments s'en trouvent renforcées pour les investisseurs.

L'activité de construction (rénovations, remplacements de logements et nouveaux logements) s'est nettement intensifiée depuis 2007. Le parc de logement s'est ainsi globalement renouvelé, à la satisfaction, aussi, de la population locale. (ZHAW, Meta-Sys 2007, 2009). Dans

le cadre du tournant énergétique, il est aussi ainsi possible d'améliorer l'approvisionnement énergétique des bâtiments. En outre, ce renouvellement va de pair avec la densification, qui est aussi une chance pour l'environnement et la concentration des infrastructures. La gestion d'un espace restreint reste un défi pour le maintien de la qualité de la vie.

Le nombre de mètres carrés par personne est un possible indicateur de la qualité de l'habitat.¹ Dans le canton de Zurich, il a augmenté entre 2000 et 2011, autant pour la population locale que pour la population immigrée (VD Kt. ZH 2012: 35-36). La même étude montre que le taux de propriétaires, au sein de la population locale, a aussi augmenté, malgré l'immigration. Ces deux données peuvent être des signes que la qualité de l'habitat ne s'est pas détériorée.

Préférences en matière de logement: largement identiques

Les préférences des personnes récemment installées en Suisse en matière d'habitat sont semblables à celles des personnes déjà résidentes (ZHAW, Meta-Sys 2009, 2007). La construction de nouveaux logements battant son plein, cette similitude de préférences fait que les appartements neufs ne plaisent pas seulement aux nouveaux-venus. La nouvelle immigration comprend certes une forte proportion de personnes hautement qualifiées, mais pas seulement. La demande en logement augmente donc dans toutes les catégories de logements (MK ZH 2013).

Pas de pression homogène sur les loyers

C'est surtout dans les centres, et spécialement des régions de l'Arc lémanique et de Zurich, que l'augmentation de la demande a poussé les loyers vers le haut. Au contraire, la hausse de la demande a aussi permis de mieux occuper le parc de logements dans des régions moins attractives (BR 2012). Ainsi, dans le canton de Zurich, les loyers sont, globalement, restés relativement constants. Mais les prix ont augmenté sur le marché de la propriété (VD Kt. ZH 2012: 36). Les hausses de prix sur le marché du logement sont souvent supportées par la population immigrée, car celle-ci dépend davantage de logements neufs, dont les prix ont subi la plus forte hausse (VD Kt. ZH 2012: 34 et suiv.). Les coopératives comptent moins d'étrangers, qui payent, en général, des loyers plus élevés (BR 2012: 46).

Population locale pas déplacée

Les nouveaux venus s'installant surtout dans les villes, c'est dans les zones urbaines que la demande en logements a augmenté. Ce sont aussi les villes et les agglomérations qui ont enre-

¹ Cette étude ne calcule pas la surface par personne, mais par «équivalent-personne», cela pour tenir du compte du fait que, dans les ménages à une personne, le besoin en surface est plus grand car il est impossible de diviser la cuisine et les WC/salles de bains sur plusieurs personnes.

gistré la plus forte augmentation de nouveaux logements. L'offre semble donc répondre à la demande. Dans le canton de Zurich, toutes les régions ont vu le nombre d'habitants suisses augmenter depuis 2000. L'augmentation est de 8% (+20'000 personnes) pour la seule ville de Zurich. Le solde migratoire des Suisses n'a pas été influencé par l'ALCP (Ville de Zurich 2015). On peut en conclure, pour le canton de Zurich, que l'immigration n'a pas vraiment repoussé la population locale (VD Kt. ZH 2012: 30).

Pas de mitage du territoire

La progression démographique va de pair avec une augmentation du besoin en surfaces habitables et en surfaces pour construire des lotissements (BR 2012: 45): hausse de la demande, de l'offre et des surfaces construites, pour autant que la taille des ménages, du besoin en surface habitable par tête et que le type de lotissement reste stables. Tandis qu'il n'y a pas de données spécifiques sur la taille des ménages de la population immigrée, le haut niveau de formation et de salaires sont susceptibles d'augmenter le nombre de mètres carrés par habitant. Mais deux autres aspects amoindrissent la pression sur l'utilisation du sol: tout d'abord, les chiffres disponibles montrent que les immigrés habitent plutôt dans les grandes agglomérations, où les constructions sont tendanciellement plus densifiées et où le nombre de mètres carrés par habitant est plus bas (VD Kt. ZH 2012: 15-16, MK ZH 2013: 36). Deuxièmement, les étrangères et étrangers habitent plus souvent dans les appartements loués. Ils n'encouragent donc pas le mitage des espaces ruraux hors des agglomérations. Les statistiques disponibles montrent que le nombre de mètres carrés par tête n'a presque plus augmenté dans les villes, ces dix dernières années, contrairement aux espaces ruraux. (OFS 2014, Ville de Zurich 2014).

3.5. Infrastructure, environnement

Amélioration de l'utilisation des infrastructures existantes

Avec l'augmentation du nombre de personnes utilisant une infrastructure, l'immigration suscite, dans un premier temps, une amélioration de l'utilisation des infrastructures, surtout dans le domaine des transports, publics et privés (MK ZH 2013, 37). La demande plus élevée en logements peut aussi améliorer l'utilisation du parc de logements dans des régions moins attractives que les centres (voir plus haut, BR 2012). A court terme, les infrastructures sont plus efficaces et plus économiques.

Les effets sont en revanche difficiles à estimer à moyen et à long terme. A partir d'un certain niveau, les capacités deviennent insuffisantes et il faut les augmenter (VD Kt. ZH 2012). L'immigration touchant davantage les centres, l'extension des capacités concerne les agglomérations et y attire des investissements plus élevés. On peut prévoir qu'un plus grand nombre

d'habitants permet de financer plus facilement les infrastructures publiques (et les services privés) (British Council 2010: 12).

Environnement mis globalement à contribution, mais pas par habitant

La croissance démographique va de pair avec une utilisation plus forte des ressources et une plus grande charge sur l'environnement. Il faut toutefois relativiser quelque peu cet effet négatif car les personnes immigrées utiliseraient aussi des ressources dans leur pays d'origine. Par habitant, ce facteur ne devrait pas vraiment changer à cause de l'immigration. Mais les études manquent sur ce point. Seuls certains aspects ont été étudiés. En comparaison avec la population locale, on sait ainsi que les immigrés utilisent plus les transports publics qu'un transport motorisé individuel (VD ZH 2012, BFS) et qu'ils utilisent moins de mètres carrés par habitant. (ZHAW, Meta-Sys 2009, 2007).

3.6. Capacité économique

Influence globalement positive sur la capacité économique

Depuis l'entrée en vigueur de l'ALCP en 2002, le volume économique de la Suisse a augmenté, dans un contexte économique mondial plutôt morose (SECO 2015: 33). Cette croissance n'est pas explicable seulement par la progression de facteurs de production (en particulier le travail et le capital): le PIB et le revenu réel ont augmenté en chiffres absolus et par habitant. En outre, la productivité du travail et les investissements ont progressé (Aeppli et al. 2010, Aeppli 2008: 133).

Pour étudier les effets économiques de l'immigration, la plupart des études établissent des scénarios comparant un état *avec* et un état *sans* ALCP. Selon Stalder (2010), le PIB suisse a plus fortement progressé entre 2002 et 2008 avec la libre circulation que sans (cumulée de 2002 à 2008: +3,2%). Les taux d'activité professionnelle de la population étant resté légèrement en-dessous de la croissance économique, la productivité du travail a augmenté. Des effets semblables sur le PIB ont été attestés par d'autres études (Siegenthaler, Sturm 2012, Can, Ramel, Sheldon 2013: 27).

Effets positifs à long terme également

L'évolution des rendements de la formation montre indirectement comment l'immigration influence la productivité. Selon une analyse portant sur les années 2003 à 2011, l'immigration due à l'ALCP a globalement fait progresser la productivité économique de près de 1,4% (ou 0,15% par année, voir Can, Ramel, Sheldon, 2013). L'augmentation du niveau de qualification grâce à l'immigration a donc eu une influence positive sur la productivité, même si cet effet se

recoupe avec d'autres facteurs pour les années 2003-2011 et même si la productivité du travail n'a progressé que modérément en Suisse (SECO 2015: 45-46).

Les expériences réalisées dans d'autres pays montrent en outre que les effets de telles augmentations du capital humain durent relativement longtemps, notamment parce que les personnes immigrées peuvent transmettre leur savoir aux actifs de la population résidente. (Siegenthaler u. Sturm, 2012).

De faibles différences annuelles peuvent avoir d'importants effets cumulés

L'importance exacte des effets positifs de l'immigration sur la productivité et du revenu par habitant est impossible à estimer de manière exacte car l'évolution économique dépend de nombreux autres facteurs (SECO 2015). Mais de faibles différences annuelles peuvent jouer un grand rôle, lorsqu'elles sont cumulées pendant des années, sur une économie. Ainsi, une progression de 0,1 point de pourcentage par année (par exemple 1,5 au lieu de 1,4%) suscite, après dix ans, une différence de niveau de 1%.

L'immigration augmente la demande et stabilise les cycles conjoncturels

Une demande plus élevée sur le marché intérieur – grâce à la force d'achat des immigrés – renforce l'ensemble de l'économie, dans le domaine de la consommation, des investissements dans la construction et donc de l'activité de construction (Henneberger, Ziegler 2013: 9). De plus, l'afflux de personnes hautement qualifiées renforce le changement structurel, car elles travaillent plutôt dans des domaines à forte création de valeur, avec un haut niveau de connaissances, une productivité élevée et une grande capacité concurrentielle. Tous ces éléments forment la base de la future croissance économique (MK ZH 2013: 30).

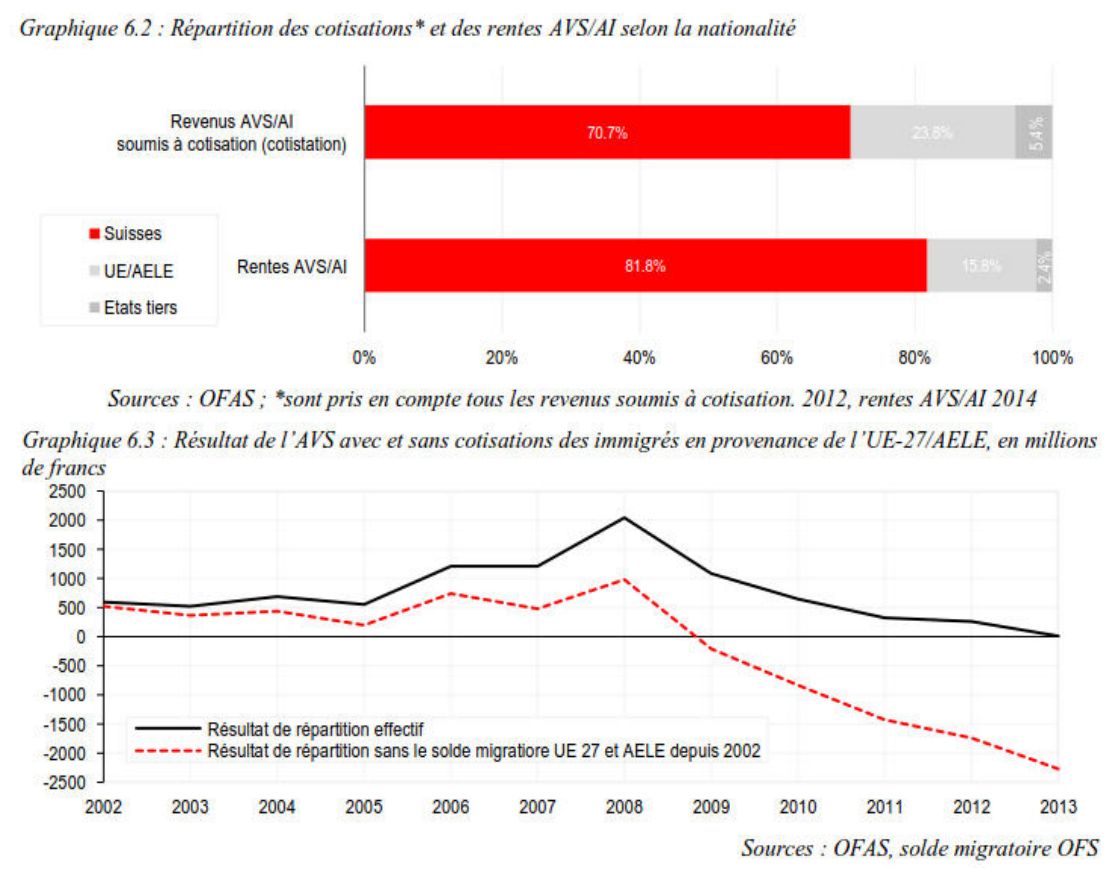
L'immigration est un avantage concurrentiel pour les villes dans la compétition internationale: grâce à elle, un plus grand nombre de spécialistes hautement qualifiés sont disponibles

Grâce à l'immigration, qui a grandement lieu dans l'espace urbain, les villes enregistrent une croissance supplémentaire et, notamment, des gains de productivité. C'est le facteur «travail» qui est ainsi amélioré. Des effets positifs sur la capacité d'innovation des entreprises sont envisageables (SECO 2015: 47). Les villes peuvent ainsi non seulement se présenter comme des lieux ouverts sur le monde et bien connectés, mais elles gagnent aussi en force d'attraction pour des investisseurs internationaux (British Council 2012, 12). Cette situation de départ améliore la position des villes et renforce leur place dans le contexte concurrentiel international.

Recettes fiscales plus élevées et plus grande stabilité dans les assurances sociales. Bilans nets positifs

Dans le domaine des assurances sociales, il faut distinguer entre une perspective à court terme et une perspective à long terme. L'immigration freine le vieillissement démographique et contribue ainsi à décharger les assurances sociales financées par répartition, à court et moyen terme. Selon les premières analyses, l'immigration nette a apporté une charge moins grande pour l'AI, mais une charge plus élevée pour l'assurance chômage. Lorsque l'analyse se concentre sur le domaine le plus important, le 1^{er} pilier, et donc sur les rentes de l'AVS et de l'AI, il faut constater que les ressortissants étrangers cofinancent et garantissent les assurances sociales (voir le diagramme du haut, dans le Graphique 14). Dans une autre estimation, le SECO constate que le résultat de l'AVS aurait déjà été négatif en 2009 sans immigration (diagramme du bas).

Graphique 14: Répartition des cotisations et des rentes AVS/AI selon la nationalité/ Résultat de répartition avec et sans ALCP



Source: SECO et al. (2015: 93/94).

Selon une autre étude de Can/Ramel/Sheldon (2013), l'Etat continue à profiter: les personnes provenant de l'espace UE17/AELE payent par année environ 15'000 francs d'impôts et de contributions (y compris les assurances sociales) de plus qu'ils ne perçoivent de prestations publiques. Une vaste étude sur les apports de l'immigration pour les finances publiques allemandes arrive à un résultat semblable (Bonin 2014). Raisons avancées: un taux élevé d'activité professionnelle de la population immigrée et une durée de séjour relativement longue. D'autres modèles de calculs estiment que le bilan dépend du niveau de formation des personnes immigrées et du degré de sédentarité qu'on leur attribue (Ramel, Sheldon 2012).

A long terme: effets nets difficiles à estimer

Parallèlement aux effets positifs à court terme, les analyses prévoient des revendications de prestations à long terme (SECO et al. 2012, Steiner et al. 2013: 50). Les personnes immigrées plus âgées et moins bien qualifiées étant aussi plus sédentaires, le bilan fiscal risque en effet de se détériorer à long terme, par rapport à aujourd'hui (Can, Ramel, Sheldon 2013: 44). Selon les régions, l'immigration pourrait toutefois quand même soulager les assurances sociales – les cantons urbains devraient pouvoir présenter des bilans nets positifs (MK ZH 2013: 31).

Globalement, les effets de l'immigration à long terme sur les bilans fiscaux dépendent de toute une série de facteurs. C'est pourquoi il est ici impossible de formuler des estimations fiables.

3.7. Cohésion sociale

La nouvelle population immigrée est bien intégrée

Les personnes immigrées hautement qualifiées ont en général les compétences et les ressources pour s'organiser elles-mêmes. De ce fait, elles ont souvent peu de peine à s'intégrer. Mais la Suisse continue à accueillir des personnes peu qualifiées. La population immigrée est plus hétérogène qu'autrefois. C'est un défi supplémentaire pour la politique d'intégration (BR 2012, 32). Mais, en général, les nouveaux migrants sont bien intégrés en Suisse, surtout sur le marché du travail, car la Suisse présente un taux d'activité des personnes immigrées plus élevé que dans les autres pays (Liebig et al. 2012, OCDE, UE 2015). Les nouveaux arrivants anglo-saxons et des pays de l'espace européen sont en outre souvent prêts à s'engager dans la société, par exemple dans des associations ou dans le travail bénévole (INFRAS 2014: 43, Ecos 2011: 6).

La ségrégation spatiale est stable, les disparités sociales tendent à diminuer

Les personnes étrangères ayant une mauvaise situation économique s'établissent en général dans des quartiers ayant déjà un taux élevé d'étrangers, tandis que les nouveaux venus aisés, provenant de pays voisins, peuvent résider dans des quartiers bien situés. Des sociétés parallèles peuvent voir le jour, en raison aussi, du manque de mixité entre les immigrés et la population locale (Wichmann/D'Amato 2010: 10; Hermann 2012: 32; INFRAS 2014: 43; Ecos 2011: 5). Dans les agglomérations ayant un statut social plutôt bas, on ne constate toutefois pas d'immigration persistante de travailleurs étrangers peu qualifiés (ZKB 2010: 124). Les groupes d'immigrés proches de la population locale d'un point de vue socio-culturel et socio-économique se répartissent, spatialement, comme les autochtones (Hermann 2012: 33).

C'est l'une des conditions pour obtenir un degré de mixité élevée au sein d'une société. Globalement, le niveau de ségrégation en Suisse est jusqu'ici resté stable et la migration ne s'est pas accompagnée de création de sociétés parallèles fermées ni de ghettoïisation notable. Les conflits interculturels et socio-spatiaux touchant particulièrement les espaces urbains n'ont pas augmenté avec l'immigration (ZKB 2010: 54). Comme les écarts salariaux sont devenus plus petits avec l'immigration de personnes hautement qualifiées, les disparités sociales ont aussi eu tendance à diminuer (ZKB 2010: 124).

L'augmentation de la criminalité étrangère n'est pas due à l'immigration mais au tourisme de la criminalité

Les analyses de la criminalité sont souvent problématiques et peu pertinentes. Les données de base manquent pour comparer les mêmes cohortes de population. Selon les rares enquêtes comparant les taux de criminalité de la population résidente et de la population étrangère résidente, les valeurs ne sont pas fondamentalement différentes entre les deux groupes (Schwarzenegger, Studer 2013). En revanche, la criminalité transfrontalière a augmenté, c'est-à-dire la criminalité de personnes qui n'ont pas de domicile fixe en Suisse (SAV, economiesuisse 2012: 25).

La diversité sociale augmente l'attractivité et le développement des villes

La diversité ethnique et culturelle peut apporter des avantages aux villes et augmenter leur attractivité (British Council 2010: 78). Un milieu créatif, culturel et ouvert sur le monde transforme les villes en centres créatifs et en destinations appréciées des touristes.

Cette diversité peut aussi être un moteur de développement urbain, encourager les innovations sociales et économiques et attirer des talents et des créateurs (Jonuz/Schulze 2011, British Council 2010:78). Les nouveaux arrivants amènent des connaissances, de nouvelles idées et des capacités. Ils augmentent le capital social et culturel (INFRAS 2014: 43). Mobiliser

la créativité est à la base des innovations sociales (Deutsches Institut für Urbanistik 2014). Les villes plus ouvertes sont, en conséquence, celles qui ont le plus de succès (British Council 2010:78). Par exemple: les personnes immigrées connaissent souvent, dans leur pays d'origine, un bon système de prise en charge extrafamiliale. Très actifs professionnellement, sans réseau familial dans leur pays d'immigration, les immigrés ont besoin de telles structures en Suisse. En exprimant leurs besoins, ils contribuent à la création d'infrastructures qui facilitent la conciliation de la vie de famille et de la vie professionnelle (ZKB 2010, INFRAS 2012).

3.8. Culture

L'offre culturelle des villes est renforcée

L'immigration a lieu en grande partie dans les villes et leurs environs. Ces dix dernières années, parmi d'autres professions, de nombreux créateurs, journalistes et autres représentants de métiers créatifs sont venus s'installer en Suisse (INFRAS 2014: 30). La demande en prestations culturelles augmente. D'autre part, l'immigration conduit aussi à un élargissement de l'offre, ou contribue même à en garantir l'existence. La diversité sociale et ethnique aboutit en général à élargir l'offre en restaurants, magasins et services (Bukow 2011) et renforcent l'offre culturelle dans les villes (Lanz 2011).

Grâce à l'immigration, les villes sont plus attractives et plus compétitives

Cette diversité apporte de nombreux avantages aux villes, car elles peuvent ainsi être perçues comme des centres créatifs, culturels et ouverts sur le monde (British Council 2010: 12 u. 78), offrant aussi un niveau de vie élevé apprécié de la population locale et des hôtes et investisseurs étrangers (British Council 2012, 12). Ces critères de compétitivité dits «immatériels» ou subjectifs jouent aussi un rôle pour les entreprises lorsqu'elles recherchent des sites d'implantation. Les villes suisses ont, ces dernières années, toujours occupé des places de choix dans les classements internationaux.

4. Utilité de l'immigration pour les villes

L'accord sur la libre circulation des personnes (ALCP) a massivement marqué l'immigration en Suisse ces dix dernières années. Elle a aussi suscité un débat public qui dure encore. Quantité d'études ont analysé les effets de cette immigration. Les chapitres précédents ont passé en revue les résultats de ces enquêtes, des résultats se référant à l'immigration telle qu'elle a lieu selon les conditions cadres actuelles et telles qu'elles se rapportent aux villes et à la Suisse en général.

Outre son utilité, l'immigration est sans aucun doute aussi synonyme de difficultés et de coûts: l'augmentation de la demande a provoqué une augmentation des prix du logement, qui touche aussi la population locale. Les infrastructures de transports sont partiellement surchargées, l'environnement subi de nombreuses atteintes et le sol est de plus en plus construit. En outre, l'intégration des étrangers n'est pas toujours facile. Ces difficultés existent. Elles sont toutefois grandement dues à la progression démographique en tant que telle, indépendamment de l'origine des habitants.

A l'inverse, ce rapport s'est penché sur les avantages de l'immigration pour la Suisse, et en particulier pour les grandes villes. En voici les principaux résultats, sous forme synthétique.

La population immigrée est jeune, hautement qualifiée – elle travaille et habite dans les zones urbaines

L'ALCP n'a pas seulement amené davantage de personnes en Suisse, elle a aussi amené des personnes différentes: elles sont plus jeunes, mieux formées et encore plus intégrées sur le marché du travail que la population résidente. Les immigrés s'installent souvent dans les villes, où ils ont aussi leur emploi. Ces caractéristiques sont centrales lorsque l'on veut mettre en lumière les avantages de l'immigration pour les villes.

L'immigration crée plus de bien-être

D'un point de vue économique, les effets de la croissance démographique s'exercent sur l'offre et sur la demande. L'immigration augmente d'une part la demande, au plan intérieur, en biens de consommation et d'investissement, ainsi qu'en prestations publiques. D'autre part, l'immigration élargit l'offre sur le marché du travail, quantitativement et qualitativement. L'immigration de forces de travail hautement qualifiées, comme elle a eu lieu ces dernières années, a couvert les besoins de l'économie et augmenté la prestation économique, la productivité et la création de valeur. Elle renforce le capital humain et crée ainsi les bases du bien-être à long terme.

L'immigration atténue la pénurie de spécialistes et exclut très peu la population locale.

Concernant les effets déjà évoqués sur l'offre, les entreprises autochtones sont les premières à profiter de l'immigration. Elles peuvent occuper des postes libres plus facilement et élargir leur production et leurs prestations de façon plus souple. Les personnes immigrées n'ont pas pris le travail des autochtones, car leurs compétences se révèlent complémentaires. Elles occupent de nouveaux emplois ou des emplois ouverts. C'est pourquoi le chômage n'a pas vraiment augmenté en Suisse, malgré l'immigration et d'importants aléas conjoncturels. Cela montre que l'immigration crée des emplois, en particulier dans le domaine du travail hautement qualifié, et qu'elle contribue de façon décisive à atténuer le problème de la pénurie de spécialistes, parfois grave dans certaines branches, comme la santé, les soins, l'informatique ou les services financiers. Tous ces secteurs ne pourraient pas fonctionner sans l'immigration.

Contrairement aux craintes que certains nourrissent, l'immigration n'a pas non plus fait pression de façon générale sur les salaires. Ces dernières années également, les revenus ont augmenté. Pour les personnes avec un niveau de qualification bas ou moyen, les salaires ont même augmenté davantage que s'il n'y avait pas eu d'immigration. L'immigration a plutôt freiné l'évolution des salaires des personnes, au sein de la population locale, à haut niveau de qualification.

L'immigration pose des bases de succès pour la recherche et l'innovation

Grâce à l'immigration, la recherche suisse a pu s'internationaliser davantage ces dernières années et recruter les meilleurs talents à l'étranger. Aujourd'hui, les équipes de chercheurs comptent des cerveaux du monde entier, apportant les expériences les plus diverses. C'est la condition pour la naissance de nouvelles idées, de nouvelles manières de voir et d'innovations au sens large. La place des hautes écoles suisses s'en est trouvée renforcée dans la compétition entre universités. Leur rayonnement a aussi eu un impact sur la vie socio-culturelle et économique des villes.

L'immigration a renforcé la capacité économique de la Suisse

L'immigration des dernières années a eu un effet positif sur la capacité économique de la Suisse et a largement contribué à sa croissance économique. Elle a augmenté la demande au plan intérieur et a eu un effet stabilisateur sur les cycles conjoncturels. Le PIB n'est pas le seul à avoir progressé, la capacité économique par habitant a également pris une courbe ascendante, même si cette dernière est plus modeste. Le fort taux d'activité professionnelle des immigrés en est une explication, tout comme l'augmentation de la productivité du travail et la capacité d'innovation de l'économie. Ces facteurs ont tous eu un effet positif sur la capacité

concurrentielle de la Suisse et sont aussi la base pour que la productivité et les chiffres d'affaires continuent à augmenter.

A court terme, l'immigration soulage les assurances sociales

Le bilan fiscal des personnes immigrées est positif: ils perçoivent moins de prestations de l'Etat qu'ils n'en versent – en impôts et contributions. Le rajeunissement apporté par l'immigration contribue à financer les assurances sociales, qui sont fortement sollicitées par la croissance démographique et l'arrivée à la retraite de la génération des «babyboomers». L'immigration donne quelques années supplémentaires pour élaborer les réformes structurelles à long terme qui garantiront le financement des assurances sociales fonctionnant par répartition. A long terme, l'immigration ne peut toutefois pas garantir à elle seule la survie de ces assurances, car le bilan fiscal des immigrés peut aussi se modifier.

L'immigration augmente la diversité culturelle et diminue, en cas de bonne intégration, les potentiels de conflits.

Dans l'espace urbain, l'immigration élargit l'offre sociale et culturelle, à plus d'un titre. Les immigrés hautement qualifiés n'ont pas besoin d'aide pour s'intégrer et, de fait, ils sont en général bien intégrés. Etant donné leur proximité socio-culturelle, ils peuvent participer plus vite à la vie sociale. Des immigrés bien intégrés enrichissent la société en apportant une diversité de nouvelles idées et de nouvelles expériences, ils donnent des impulsions sociales et lancent des innovations. Pour les villes, ils représentent un important capital social et culturel car un milieu innovant permet aux villes de se positionner, dans le contexte de la concurrence internationale, comme des centres ouverts sur le monde et prospères.

L'immigration renforce la place économique suisse et la position des villes suisses

Globalement, l'immigration a apporté toute une série d'effets positifs pour les villes et pour la Suisse dans son ensemble: une progression du nombre de places de travail, une demande stabilisant la conjoncture, des progrès de productivité, des entreprises concurrentielles, des gains de diversité culturelle et une meilleure place dans les réseaux internationaux. En même temps, l'immigration relativement élevée survenue en peu de temps a aussi entraîné de coûts supplémentaires et l'apparition de nouveaux défis à relever.

Selon les études passées au crible ici, les avantages l'emportent, aujourd'hui, sur les inconvénients dans la plupart des domaines, et en particulier du point de vue des villes. Certes, il est impossible de savoir ce que serait la situation actuelle sans les immigrés arrivés ces dernières années. Les études montrent néanmoins que la thèse selon laquelle la Suisse irait mieux aujourd'hui sans l'immigration est très improbable. En fin de compte, il faut aussi souligner les

effets à long terme: l'immigration a aussi créé une série de conditions qui pourront se révéler décisives pour l'évolution économique et sociale de la Suisse.

Les agglomérations de Suisse et leurs villes-centres figurent en première ligne de cette évolution. Elles ont absorbé une grande partie des nouveaux venus et se sont ainsi donné les moyens de prospérer, socialement et économiquement, et, par là, de mieux résister aux crises.

Annexes: analyses de la littérature existante

Nous avons passé au crible les études déjà réalisées sur les arguments pertinents, secteur par secteur. Les tableaux suivants synthétisent les résultats. La liste des études analysées n'est pas exhaustive. Elle vise à documenter l'état de la recherche et à servir de base pour les arguments développés ci-avant.

Travail

Tableau 2: travail	
Avantages et désavantages pour l'économie	Source
<ul style="list-style-type: none"> ▪ En moyenne, les immigrés sont mieux qualifiés et plus jeunes que la population locale <ul style="list-style-type: none"> ▪ Depuis l'entrée en vigueur de l'ALCP, près de 70% des immigrés viennent de pays de l'UE et sont proches de la population locale, de par la langue et leur culture. ▪ Près de 60% des immigrés disposent d'un diplôme de formation tertiaire, proportion plus élevée qu'au sein de la population locale; nombre d'entre eux travaillent dans les milieux scientifiques et techniques, et plus souvent que la population locale à des fonctions dirigeantes. ▪ La part d'immigrés arrivés entre 2002 et 2014 ayant une formation tertiaire dépasse nettement 50%. Le changement de pays d'origine n'a pas détérioré la structure de qualifications des immigrés. ▪ A partir de 2011, les chiffres montrent que davantage de personnes en provenance de l'UE-8 (élargissement à l'est) viennent avec une formation plus basse. ▪ Les multinationales, les hautes écoles, les instituts de formation et les instituts financiers situés dans les agglomérations encouragent l'immigration de personnes hautement qualifiées. Dans les régions périphériques, des personnes des secteurs plus traditionnels se sont installées (tourisme, industrie, construction). En outre, les cantons de VD, BS, GE, ZG et ZH ont accueilli plus de migrants. ▪ L'offre en emplois a changé avec l'immigration. Entre 2002 et 2010, la proportion d'étrangers, en particuliers pour les emplois avec formation tertiaire et peu d'expérience professionnelle (<15 ans) a augmenté. Pour les emplois avec formation primaire, c'est chez les étrangers avec de nombreuses années d'expérience que la proportion a le plus augmenté. ▪ En comparaison avec la libre circulation des personnes, les contingents apportent une part plus faible de personnes hautement qualifiées parmi les migrants. ▪ Aucun déplacement général sur le marché du travail <ul style="list-style-type: none"> ▪ Avec l'ALCP, l'immigration a lieu en grande partie sur le marché du travail (taux d'activité plus élevé que dans les années 90) ▪ Aucune diminution significative du taux d'activité de la population suisse consécutive à l'augmentation de l'immigration nette n'est constatée. Ce qui est visible, c'est un léger effet négatif, marginal, sur le chômage des personnes nées en Suisse. Des effets de report ont eu lieu pour les per- 	<p>Avenir Suisse (2008)</p> <p>ZKB (2010)</p> <p>SECO et al. (2015: 6)</p> <p>BR (2012: 20)</p> <p>BR (2012: 23/4)</p> <p>Müller et al. (2013)</p> <p>Aeppli et al. (2008)</p> <p>Avenir Suisse (2008)</p> <p>Favre et al. (2013)</p>

<p>sonnes bien qualifiées, au contraire des actifs avec des qualifications faibles ou moyennes.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les méta-analyses ne trouvent que de faibles effets statistiques: une augmentation du nombre de migrants de 10% réduit le taux d'activité de la population locale de moins de 0,3%. ▪ Les actifs au sein de la population locale ne sont pas poussés hors du marché du travail par les étrangers. On constate plutôt une augmentation du taux d'actifs étrangers. Des simulations modélisées ne permettent pas d'exclure une augmentation du taux de chômage. Les travailleurs étrangers sont, en majorité complémentaires aux actifs de la population locale. ▪ Le niveau salarial a augmenté: l'augmentation est plus forte pour les personnes avec qualifications basses ou moyennes que pour les personnes hautement qualifiées. – Les niveaux de salaires se rapprochent. <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'immigration due à l'ALCP a pour effets de baisser les salaires (car il y a plus d'actifs potentiels) mais aussi de les augmenter (augmentation de productivité). La tendance à la hausse domine. Une pression générale sur les salaires n'est pas constatée, mais elle n'est pas exclue pour certains travailleurs. Globalement, aucune influence déterminante ne peut être prouvée sur l'évolution salariale en Suisse. ▪ Entre 2002 et 2008: l'immigration a eu un effet positif sur l'évolution salariale des travailleurs peu ou moyennement qualifiés et a modéré la croissance des hauts revenus. Globalement, il en résulte un effet de rapprochement dans la répartition salariale. Ces tendances ont été plus fortes, dans tous les segments de qualification, pour les travailleurs étrangers. Selon l'étude, les effets sont plus forts à court terme qu'à long terme. ▪ Augmentation de 2,6% du salaire médian réel entre 2004 et 2010: s'explique partiellement par les changements au sein de la population active. Aucun signe de modification de la répartition salaire dans la population locale à cause de l'ALCP. Plutôt des modifications en raison de progrès techniques et du recours accru aux TIC. Globalement, peu d'effets. Les grand perdants sont les jeunes spécialistes du tertiaires (ils auraient des salaires de 1,6% plus élevés sans l'ALCP) et les travailleurs étrangers plus âgés avec formation primaire (1,4%). Pour les actifs peu qualifiés, les salaires réels ont augmenté plus fortement avec (1,1%) que sans l'ALCP. ▪ La méta-analyse de la HSG résume: effet positif sur le niveau général des salaires, surtout grâce aux nouvelles qualifications des migrants; sino, pas d'influence de l'ALCP. Il est possible que les entreprises engagent plutôt des étrangers mieux qualifiés lorsqu'elles créent des postes. Les études qui calculent des scénarios alternatifs concluent à une influence négative sur le niveau salarial. ▪ Globalement: croissance de salaires réels plus forte avec l'ALCP que durant les années 1990. Croissance supérieure entre 2000 et 2012 dans les régions de Zurich, du Tessin et de l'Arc lémanique qu'en moyenne suisse. ▪ La pénurie de personnel qualifié ne s'est pas accentuée – grâce à l'immigration <ul style="list-style-type: none"> ▪ Lien plus étroit entre le niveau de l'immigration et la présence sur place de travailleurs qualifiés; lorsque ces derniers manquent, la première augmente. L'immigration peut être vue comme soutenant les objectifs. 	<p>Aeppli et al. (2008: 27)</p> <p>Aeppli et al. (2008: 42), Aeppli (2010)</p> <p>Aeppli et al. (2008: 65), Aeppli (2010)</p> <p>Gerfin, Kaiser (2010)</p> <p>Müller et al. (2013)</p> <p>Henneberger, Ziegler (2011: 46)</p> <p>SECO et al. (2015: 6)</p> <p>Aeppli et al. (2008: 65)</p>
--	--

<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les entreprises qui ne recrutent pas à l'étranger connaissent des pénuries plus importantes. Pour pallier à ce manque, les entreprises zürichoises vont de plus en plus chercher leurs employés à l'étranger (surtout les grandes entreprises); 40% des nouveaux venus dans le canton ont été sollicités directement par une entreprise zurichoise (près de 30% de toute l'immigration en 2010). ▪ Les entreprises ne recrutent à l'étranger que lorsqu'elles ne trouvent pas en Suisse. A qualifications égales, elles préfèrent engager au sein de la population locale. ▪ Pénurie de spécialistes surtout dans les phases de haute conjoncture; pas d'aggravation générale de la situation en Suisse ces 20 dernières années. Depuis le boom économique de 2005-2008, pas d'aggravation surtout grâce à l'augmentation de main d'œuvre disponible grâce à l'ALCP avec les pays de l'UE et de l'AELE. Des changements au sein de la population immigrée peuvent toutefois faire fondre le potentiel de main d'œuvre. ▪ Dans 26 métiers étudiés sur 39, une pénurie de spécialistes existe (management, administration, comptabilité, finances, santé, enseignement, culture et métiers techniques. Il faut aussi améliorer la relève dans l'enseignement et la formation, dans la santé, le secteur du nettoyage, de l'hygiène et des soins corporels. Au total, les métiers où la pénurie est la plus grande sont ceux qui ont le plus besoin de travailleurs hautement qualifiés. ▪ En 2012, près de 40% des travailleurs immigrés ont trouvé un emploi dans des branches qui ont de la peine à trouver des travailleurs: construction de machines, industrie horlogère, informatique, services financiers, santé et domaine social. ▪ Trois études attestent une pénurie de spécialistes en Suisse; domaines les plus touchés: ingénieurs, informaticiens, techniciens aussi métiers de la santé et de la construction. ▪ Progression particulièrement forte d'actifs provenant de l'UE/AELE dans la santé et le social, ainsi que dans les professions libérales, scientifiques et techniques (conseil pour la fiscalité des entreprises, conseils juridiques, architecture) et progression dans l'industrie, le commerce et la construction. ▪ Deux tiers des entreprises interrogées dans diverses branches ne peuvent pas repourvoir certains postes, ou seulement difficilement, surtout dans les machines, équipements électriques et métaux. Dans ces secteurs, le recours aux travailleurs étrangers est qualifié d'important, voire d'indispensable. ▪ L'immigration liée au travail est la principale raison de l'immigration <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le travail est la principale raison pour migrer (population immigrée du canton de Zurich, 70%). ▪ Plus de 60% des autorisations d'immigrer accordées aux citoyens de l'UE et de l'AELE sont allées à des personnes qui venaient travailler en Suisse. ▪ Le taux de chômage, au sein de la population immigrée, est très bas en comparaison internationale. Il est toutefois deux fois plus haut qu'au sein de la population locale. 	<p>VD Kt. ZH (2012: 9-10)</p> <p>MK ZH (2013: 32)</p> <p>EVD (2011: 13-14)</p> <p>BSS (2014: 106-108)</p> <p>CS (2013: 25)</p> <p>MK ZH (2015)</p> <p>SECO et al. (2015: 6)</p> <p>BAKBASEL (2015: 20-21)</p> <p>VD Kt. ZH (2012: 9)</p> <p>SECO et al. (2015: 5)</p> <p>OCDE, EU (2015: 18)</p>
<p>Avantages pour la société</p>	
<ul style="list-style-type: none"> ▪ La population locale profite <ul style="list-style-type: none"> ▪ Ce sont surtout des jeunes actifs et bien formés qui profitent de 	<p>Aeppli et al. (2008)</p>

<p>l'immigration. Ceux qui vivent dans les villes ou population suisse repoussée dans les villes.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'emploi et les salaires restent stables, pas de déplacements (voir plus hauts). ▪ La société profite de la nouvelle diversité ethnique et de nouvelles impulsions (magasins asiatiques, restaurants indiens, italiens, médecine chinoise, massages thaïs, cosmétique, etc.) ▪ La société profite du travail de la population immigrée (construction, gastronomie, nettoyage, santé, etc.) <p>▪ Les villes sont plus attractives grâce à l'immigration</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Des villes ouvertes, créatives, culturelles, ouvertes sur le monde sont attractives pour les innovants, les investisseurs, les visiteurs et les habitants. ▪ L'ouverture transforme les villes en centres créatifs et en destinations touristiques. ▪ La diversité ethnique et culturelle apporte des avantages aux villes et augmentent leur capacité à attirer des talents. <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'ALCP a provoqué une augmentation du capital humain lié à l'immigration en Suisse. ▪ La diversité est un moteur de développement urbain. <p>▪ Les immigrés apportent du savoir-faire et du capital culturel</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les immigrés apportent des connaissances, des nouvelles idées et des compétences. ▪ Les immigrés apportent du capital social et culturel à la société. 	<p>Bukow (2011)</p> <p>Kreis (2015: 72)</p> <p>British Council (2010: 12)</p> <p>British Council (2010: 78)</p> <p>British Council (2010: 78)</p> <p>Aeppli et al. (2008: 86)</p> <p>Jonuz/Schulze (2011: 33)</p> <p>INFRAS (2014: 43), Berthoud (2012), Pecoraro (2011), Eidg. Komm. gegen Rassismus EKR (2012)</p>
<p>Désavantages pour la société</p>	
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Potentiel non utilisé à cause de l'intégration professionnelle lacunaire de personnes immigrées bien qualifiées. ▪ Près de 10% des spécialistes et universitaires immigrés en Suisse ces 9 dernières années sont surqualifiés dans leur activité actuelle. ▪ Grand potentiel inutilisé d'immigrés hautement qualifiés ne trouvant aucun travail ici (par ex. les partenaires d'expats, «brain waste»). 	<p>INFRAS (2014: 33)</p> <p>Berthoud (2012:16), Pecoraro (2011)</p>

Recherche, innovation

Tableau 3: recherche, domaine de la formation	
Avantages pour l'économie	Source
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Forte proportion d'étudiants et d'enseignants étrangers <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les étudiants étrangers ont fortement augmenté dans les hautes écoles suisses, surtout en provenance des 27 pays de l'UE. La proportion des professeurs a aussi constamment augmenté ces dernières années. ▪ Meilleures prestations scolaires <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'immigration due à l'ALCP a, globalement, amélioré les performances scolaires. 	<p>OFS (2010: 21ff.)</p> <p>BR (2012: 44)</p>
Désavantages pour l'économie	
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Coûts de formation plus élevés 	

<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les communes doivent planifier une augmentation des élèves dans les écoles et besoin supplémentaire d'infrastructures techniques et sociales. Augmentation des dépenses publiques. 	MK ZH (2013: 37)
Avantages pour la société	
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le niveau de formation de la population augmente avec l'immigration <ul style="list-style-type: none"> ▪ 40% de l'immigration a une formation tertiaire. Près de 85% des personnes immigrées ont un niveau de qualification moyen ou élevé. ▪ 58% des personnes immigrées entre 2008 et 2012 dans le canton de Zurich ont un diplôme universitaire. ▪ Depuis la dernière décennie, les qualifications des immigrés sont en moyenne plus élevées que celles de la population locale. («Nouvelle migration»). ▪ La Suisse est renforcée comme lieu de recherche <ul style="list-style-type: none"> ▪ La population immigrée compte un grand nombre de scientifiques et de techniciens. ▪ La Suisse comme lieu de recherche a un label «excellent incoming researchers». Elle offre un contexte hautement compétitif et stimulant aux chercheurs indigènes également. ▪ L'internationalisation (étudiants, enseignants, chercheurs) est aujourd'hui une caractéristique des hautes écoles. Cela se reflète aussi dans le fait que l'internationalisation est un critère dans les rankings et que de nombreuses politiques nationales et européennes visent aussi une internationalisation des hautes écoles. ▪ L'immigration améliore la compatibilité entre famille et profession <ul style="list-style-type: none"> ▪ De nombreux immigrés ont l'habitude, dans leur pays d'origine, d'une bonne prise en charge extrafamiliale et ils la demandent en Suisse également. Ils contribuent ainsi indirectement à la mise en place d'un réseau facilitant la conciliation entre vie de famille et vie professionnelle. 	<p>Aeppli et al. (2008)</p> <p>INFRAS (2014: 25)</p> <p>Hermann (2012), ZKB (2010: 8 u. 29)</p> <p>ZKB (2010: 8 u. 31), INFRAS (2014: 61) SNF (2015)</p> <p>u.a. Borgwardt (2012)</p> <p>INFRAS (2014), ZKB (2010: 9, 12 u. 117)</p>
Désavantages pour la société	
<p>«Ecoles à problèmes» qui accumulent les problèmes, peu de mixité sociale dans les écoles, ségrégation scolaire selon les classes sociales</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Des parents font tout pour changer l'école de leurs enfants si la proportion d'étrangers est trop élevée, ou les envoient dans des écoles privées. ▪ Certaines classes de centres villes (par ex. Zurich, Bâle) comptent 60% d'enfants étrangers, voire pratiquement aucun enfant germanophone. ▪ Les Expats envoient leurs enfants dans des écoles privées. ▪ La bonne mixité sociale des quartiers est une affaire de planification urbaine. <p>▪ Un grand nombre d'enfants étrangers n'amointrit pas les performances scolaires des enfants suisses</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Classes avec plus de la moitié d'enfants non-germanophones: leurs prestations sont un peu plus faibles que la moyenne. ▪ La proportion d'enfants étrangers ne joue aucun rôle sur les prestations scolaires. Les classes primaires avec beaucoup d'étrangers ont le même succès que les classes avec une majorité de Suisses (canton de Berne). 	<p>Fritz und Fränzi (2011)</p> <p>Fritz und Fränzi (2011) Tages Woche (2012) Fritz und Fränzi (2011) Fritz und Fränzi (2011)</p> <p>Fritz und Fränzi (2011)</p> <p>Carigiet Reinhart (2012)</p>

Habitat

Tableau 4: Habitat	
Avantages pour l'économie	Source
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Forte activité de construction, renouvellement du parc de bâtiments et maintien de la qualité de l'habitat (côté de l'offre) ▪ L'augmentation de l'offre mène à un renouvellement général du parc des bâtiments et peut mieux répondre aux besoins de la population locale. ▪ Activité de construction en nette hausse depuis 2007, nette augmentation du nombre de logements. ▪ La qualité du logement, en tant que surface habitée, n'a pas subi de détérioration à cause de l'immigration. ▪ Pas de différences fondamentales des préférences en matière de logement (côté de la demande) <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les préférences de la population immigrée sont semblables à celle de la population résidente. ▪ L'immigration change la répartition de la structure des ménages et des habitations: les immigrés non qualifiés augmentent la demande et l'utilisation d'appartements du segment inférieur, et inversement. ▪ La population immigrée utilise moins de surfaces que la population locale. ▪ La population immigrée habite moins dans des coopératives. ▪ 80% des personnes immigrées habitent dans des communes urbaines proches de leur emploi. Deux tiers des personnes immigrantes seules s'installent dans les centres-villes. ▪ Pas de pression uniforme sur les loyers, la population immigrée supporte souvent les hausses de prix <ul style="list-style-type: none"> ▪ Pression sur les loyers dans les régions prospères, suite à l'immigration de personnes hautement qualifiées, surtout dans les centres comme l'Arc lémanique et Zurich. Dans les régions moins attractives, la hausse de la demande a permis une meilleure occupation des logements. ▪ Les nouveaux arrivants se rabattent sur les logements neufs et assument donc souvent eux-mêmes les loyers plus élevés (→ effet sur l'environnement car les nouveaux logements sont plus grands) ▪ Loyers dans le canton de Zurich: sont restés relativement stables, augmentation pour les logements en propriété. La population locale reste plus longtemps dans le même logement que la population immigrée, ce qui explique qu'ils payent moins. ▪ Pas d'effets généraux d'exclusion de la population locale <ul style="list-style-type: none"> ▪ La «nouvelle» population immigrée habite ailleurs que les précédentes générations d'immigrés. ▪ La population locale n'a pas été, globalement, exclue des quartiers centraux et attractifs; dans toutes les régions du canton de Zurich, le nombre de Suisses a augmenté depuis 2000. La population ayant immigré précédemment a été partiellement repoussée des centres. Le nombre de familles suisses a augmenté dans les centres urbains du canton de ZH, leur proportion est restée stable. ▪ Malgré l'augmentation de la proportion d'étrangers, la population immigrée est moins séparée de la population locale; un haut potentiel de ségrégation existe dans la population immigrée originaire de pays très dif- 	<p>ZHAW, Meta-Sys (2009 und 2007) BFS, Gebäude-/ Wohnungsbestand VD Kt. ZH (2012: 36ff.)</p> <p>ZHAW, Meta-Sys (2009 und 2007) MK ZH (2013)</p> <p>ZHAW, Meta-Sys (2009 und 2007) BR (2012: 46)</p> <p>CS (2013: 23-26)</p> <p>BR (2012)</p> <p>VD Kt. ZH (2012: 34ff.)</p> <p>VD Kt. ZH (2012: 36ff.)</p> <p>VD Kt. ZH (2012: 27)</p> <p>VD Kt. ZH (2012: 27)</p> <p>VD Kt. ZH (2012: 30)</p>

<p>férents, socio-économiquement, de la Suisse. Mais cette immigration ne représente qu'une faible part de l'immigration récente.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Pas d'effets spatiaux négatifs directs à cause de l'immigration <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le taux de propriétaires est plus bas au sein de la population immigrée. La «pression» sur le sol (mitage du territoire) ne vient donc pas d'elle. La tendance existe que les immigrés aisés se tournent aussi de plus en plus vers la propriété. ▪ Le besoin de place habitable a augmenté avec l'immigration, mais le bétonnage du territoire est globalement causé par les nouvelles préférences et valeurs de l'ensemble de la population. ▪ Dans le canton de Zurich, plus de trois quarts des immigrés ayant un emploi habitent en ville de Zurich, 18% dans les zones urbaines. Presque tous dans des locatifs. ▪ La croissance de la population dans la région métropolitaine de Zurich s'est faite principalement dans les centres urbains et les agglomérations. Les habitants de ces zones ont aussi, tendanciellement, des revenus et un niveau de qualification plus élevé. Même tendance dans la périphérie, mais plus lente. La nouvelle immigration se concentre fortement sur les centres. Explications: bonnes connexions avec le lieu de travail, proximité de l'offre culturelle et des possibilités de loisirs. ▪ L'immigration n'est pas la cause du bétonnage, mais elle peut l'accroître. 	<p>BR (2012: 45)</p> <p>BR (2012: 45)</p> <p>VD Kt. ZH (2012: 15-16)</p> <p>MK ZH (2013: 36)</p> <p>MK ZH (2013: 36)</p>
<p>Désavantages pour l'économie</p>	
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Modifications de prix <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'immigration provoque une augmentation de la demande et donc une hausse des prix sur le marché immobilier et sur le marché du logement. Elle conduit aussi à un meilleur taux d'occupation des appartements. ▪ Les immigrés font augmenter les prix de la propriété. Mais ils sont aussi ceux qui payent, en grande partie, ces prix. ▪ Résultat sur le marché <ul style="list-style-type: none"> ▪ Effets de déplacements sur le marché du logement neuf, mais surtout dans les périphéries. Les immigrés ne poussent pas la population autochtone hors des villes. 	<p>MK ZH (2013)</p> <p>VD Kt. ZH (2012)</p> <p>VD Kt. ZH (2012)</p>
<p>Avantages pour la société</p>	
<ul style="list-style-type: none"> ▪ La population locale profite aussi de la mise à disposition d'une offre diversifiée sur le marché du logement. ▪ Avec la hausse de la demande, le parc du logement s'est globalement renouvelé. Les besoins de la population locale sont aussi satisfaits. ▪ Pour être attractives pour les immigrés, les villes peuvent améliorer leur offre en formation, en logement et en culture. ▪ La population locale n'est pas repoussée <ul style="list-style-type: none"> ▪ La population locale des villes n'est pas repoussée par les immigrés. ▪ La population immigrée est moins présente dans les coopératives d'habitations. 	<p>ZHAW, Meta-Sys (2009 und 2007)</p> <p>British Council (2010: 78)</p> <p>VD Kt. ZH (2012)</p> <p>BR (2012: 46)</p>
<p>Désavantages pour la société</p>	
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Diminution de la solidarité <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'hétérogénéité ethnique et religieuse des quartiers a un effet plutôt négatif sur la disposition des habitants à aider les autres. 	<p>Veit und Koopmanns (2014)</p>

Infrastructure, environnement

Tableau 5: infrastructure, environnement	
Avantages et désavantages pour l'économie	Source
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Infrastructures existantes mieux utilisées <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'immigration conduit à une meilleure utilisation des infrastructures, surtout des transports publics et des transports privés. Mais ce n'est qu'un facteur parmi d'autres (par ex: séparation spatiale de l'habitat et du travail, concentration des activités économiques, évolution des coûts de l'habitat). 	MK ZH (2013: 37)
Avantages pour la société	
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Infrastructures existantes mieux utilisées <ul style="list-style-type: none"> ▪ Grâce à l'immigration, les villes disposent d'une plus grande masse critique en personnes pour soutenir les infrastructures publiques et les services privés. ▪ Entre 1997 et 2007, la population a crû de 7% et les kilomètres de train par personne de 44%. Des besoins en mobilité plus grands ont rempli les trains. ▪ L'immigration augmente la qualité de vie <ul style="list-style-type: none"> ▪ La population locale profite du fait que la qualité de vie est devenue un critère de compétitivité économique. 	<p>British Council (2010: 12)</p> <p>Die Weltwoche (05/2014)</p> <p>ZKB (2010: 12), British Council (2010: 7)</p>
Désavantages pour la société	
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Coûts d'infrastructure <ul style="list-style-type: none"> ▪ La croissance démographique conduit à une surcharge des infrastructures, de l'espace et de l'environnement. ▪ De nouvelles constructions en matière d'infrastructure (transports, écoles) sont nécessaires dans les agglomérations ▪ Les immigrés utilisent peu le transport motorisé individuel, mais principalement les transports publics. 	<p>MK ZH (2013: 36-37)</p> <p>VD ZH (2012)</p>

Capacité économique

Tableau 6: capacité économique	
Avantages pour l'économie	Source
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Croissance renforcée, augmentation de la productivité et demande stabilisant la conjoncture intérieure <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les accords bilatéraux ont conduit à une augmentation du PIB. Le revenu réel disponible et la consommation privée réelle ont augmenté plus vite (modèles de simulation), sur le plan national et par habitant. Les investissements et la productivité du travail, de même que les salaires, ont été influencés de manière positive. ▪ L'immigration s'est traduite par une croissance supplémentaire du PIB de 3,2% cumulée entre 2002 et 2008. Le taux d'activité ayant moins progressé (2,8%), il faut en déduire que la productivité a augmenté. De plus, on mesure un léger affaiblissement de l'inflation. L'auteur constate en revanche une légère augmentation du taux de chômage (+0,5-0,7 points 	<p>Aeppli et al. (2008: 42)</p> <p>Stalder (2010)</p>

<p>de pourcent) et des revenus réels des ménage plus bas (-1,7% cumulés jusqu'en 2008, selon un modèle macro-économique).</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les accords bilatéraux ont en effet positif sur le potentiel de croissance s'ils augmentent les taux de croissance de la productivité totale (en chiffres absolus et par habitant). Si la croissance se base sur le seul recours aux facteurs de production, l'effet est plus faible sur le plan national (pas d'effet sur les valeurs par habitant). ▪ Le PIB de la Suisse a été de 40 milliards de francs plus élevé en 2009 qu'il ne l'aurait été sans immigration des pays de l'UE, ce qui correspond à un tiers environ de toute la croissance du PIB entre 2003 et 2009. La productivité du travail a été 1,36% plus élevée en 2011 que ce qu'elle aurait été sans immigration (estimations sur la base des rendements de la formation). Par habitant, pour la période 2003-2011, le PIB par habitant s'est établi à 550 francs de plus que sans l'ALCP. ▪ A long terme, les effets positifs de l'immigration sur l'intensité du capital et la productivité multifactorielle sont plus probables que des effets négatifs. A court terme, les effets sont positifs surtout lorsque les immigrés apportent des compétences et des qualifications complémentaires à celles de la population locale. ▪ Croissance du PIB par habitant depuis 2002 supérieure à la moyenne des pays de l'OCDE. Mais les taux de croissance ne se différencient pas vraiment structurellement entre la période pré-ALCP et après l'entrée en vigueur de l'ALCP. ▪ Les effets de l'immigration sont à juger de façon positive, globalement, sur la croissance économique, selon diverses études: le nombre d'emplois augmente suffisamment dans les phases de haute conjoncture, la demande intérieure est stabilisée grâce à la croissance démographique, le changement structurel s'accélère vers un pays de services et le potentiel de croissance a été développé. ▪ L'immigration nette soutient l'économie intérieure par le biais des dépenses de consommation et par les investissements dans la construction. ▪ Le revenu par tête n'a pas progressé, par le biais de l'immigration, de la même manière que le PIB. Mais l'immigration a des effets positifs sur la conjoncture car, en cas de reprise, l'économie peut recourir rapidement à plus de travailleurs. Dans les périodes de crise en revanche, la demande intérieure est stabilisée grâce à l'immigration. L'immigration de personnes hautement qualifiées accélère en outre le changement structurel et conduit, grâce à plus de savoir-faire et d'innovation, à un potentiel plus élevé de croissance. ▪ L'immigration influence le PIB par habitant par deux canaux: par l'élargissement de l'offre en emplois (quantitativement et qualitativement) et par l'augmentation de la productivité du travail. Globalement, diverses analyses tirent un bilan positif de l'effet de l'ALCP sur la Suisse. Des effets indésirables n'ont pas pu être observés à large échelle. ▪ Les assurances sociales ne sont pas chargées davantage, à court terme – contribution nette positive des personnes hautement qualifiées <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'immigration ralentit le vieillissement de la population et décharge même, à court terme, les assurances sociales financées par répartition (AVS/AI/APG/PC). A long terme, les assurances seront toutefois sollicitées davantage. ▪ Tendanciellement, l'immigration nette a allégé l'assurance invalidité. ▪ Dépenses supplémentaires de l'assurance chômage pour les travailleurs 	<p>Aeppli et al. (2008: 133)</p> <p>Can et al. (2013: 27-30)</p> <p>Siegenthaler, Sturm (2012)</p> <p>Siegenthaler, Sturm (2012)</p> <p>Bundesrat (2012: 33-34)</p> <p>Henneberger, Ziegler (2013: 9) MK ZH (2013: 30)</p> <p>SECO (2015)</p> <p>SECO et al. (2012)</p> <p>SECO et al. (2012)</p>
---	---

<p>saisonniers et pou des personnes avec des permis de séjour de courte durée</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les ménages étrangers provenant du nord de l'Europe (UE-17/AELE), respectivement de pays non-européens présentent pour l'heure, selon des estimations modélisées, un bilan fiscal positif. Des ménages d'autres régions présentent en revanche un bilan négatif ou équivalent à nul. Il est possible d'analyser les contributions positives et négatives. Si la composition de l'immigration reste telle qu'elle a été ces dernières années, le bilan fiscal va nettement s'améliorer. Si la population concernée reste en Suisse, le bilan à venir pourrait être négatif. Le modèle ne tient en revanche pas compte des effets de l'immigration sur le développement économique. <p>Bilan fiscal = tous les impôts et contributions, moins les dépenses et les prestations (voir tableau 4.1., p.20)</p> ▪ Les immigrés hautement qualifiés déchargent les assurances sociales et les finances de l'Etat à long terme également. Le bilan peut toutefois varier d'une région à l'autre. Les cantons urbains devraient, à long terme, présenter un bilan fiscal net positif. ▪ En 2011, les étrangers ont payé 28% des contributions AVS, mais n'ont retiré que 17% des prestations. ▪ L'immigration a permis la stabilisation des rapports d'âge (rapport entre le nombre de 65 ans et celui de 20 à 64 ans), ce qui a des effets positifs sur la sécurité de la prévoyance vieillesse. ▪ La statistique de l'aide sociale fournit des informations indirectes: elle ne montre aucune détérioration de la situation des personnes étrangères par rapport aux Suissesses et aux Suisses. 	<p>SECO et al. (2012)</p> <p>Ramel, Sheldon (2012)</p> <p>MK ZH (2013: 31)</p> <p>MK ZH (2013: 34)</p> <p>Steiner et al. (2013: 50)</p> <p>BR (2012: 41)</p>
<p>Désavantages pour l'économie</p>	
<ul style="list-style-type: none"> ▪ L'immigration peut avoir un effet sur le maintien des structures <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le changement structurel sera évité dans certaines branches grâce à l'immigration de travailleurs peu qualifiés. 	<p>BR (2012: 34)</p>
<p>Avantages pour la société</p>	
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Augmentation du bien-être grâce aux immigrés hautement qualifiés <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le niveau de formation de la population augmente et, ainsi, leur capital culturel. Les gains de productivité qui en découlent et le potentiel de croissance conduisent, à moyen terme, à plus de bien-être. ▪ Depuis cette décennie, les immigrés sont plus qualifiés que la population suisse en moyenne. ▪ La nouvelle immigration augmente le niveau social de la population. ▪ Le niveau de formation et l'attractivité des villes continuent à augmenter. ▪ Depuis les années 1990, l'immigration présente un haut niveau de formation. ▪ Le changement structurel de l'immigration (couches sociales élevées et non basses) touche, selon Hermann, avant tout la Suisse alémanique. ▪ L'immigration garantit l'AVS et les rentes <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'immigration ralentit le vieillissement démographique. ▪ En 2009, les étrangères et étrangers ont versé, selon la statistique AVS 2011, près de 28% des contributions, et en ont retiré seulement 17%. 	<p>MK ZH (2013: 30)</p> <p>INFRAS (2014)</p> <p>Hermann (2012), ZKB (2010: 7, 29)</p> <p>VD ZH (2012), Can et al. (2013)</p> <p>Hermann (2012: 34)</p> <p>MK ZH (2013: 34)</p> <p>BSV (2012: 23)</p>

Désavantages pour la société	
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Une intégration lacunaire cause des coûts individuels et sociaux <ul style="list-style-type: none"> ▪ Des immigrés peu intégrés au plan linguistique, économique, culturel et social payent moins d'impôts, moins de contributions aux assurances sociales et ont des salaires plus bas que ceux qui sont bien intégrés. ▪ Les coûts individuels d'une intégration lacunaire sont estimés à environ 3000 euros par habitant par année. 	<p>BASS (2007: 31)</p> <p>BASS (2007: 34)</p>

Cohésion sociale

Tableau 7: cohésion sociale et sécurité	
Avantages et désavantages pour l'économie	Source
<ul style="list-style-type: none"> ▪ La nouvelle immigration cause moins de dépenses pour l'intégration <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les immigrés hautement qualifiés ont en règle générale les compétences et les ressources pour s'organiser eux-mêmes. Mais des personnes faiblement qualifiées continuent à arriver. La population immigrée est donc plus hétérogène qu'avant, ce qui représente un défi supplémentaire pour la politique d'intégration. 	<p>BR (2012: 32)</p>
<p>Avantages pour la société</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'immigration se concentre avant tout dans les villes <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'immigration est active, mobile, urbaine, individualiste et se concentre sur les villes. ▪ Dans les villes-centres, la proportion d'étrangers est plus que deux fois plus importante que dans l'espace rural. ▪ L'immigration renforce le multilinguisme de la Suisse <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'immigration continue à différencier le système du multilinguisme. De nouveaux aspects deviennent des éléments identitaires (les «bilingues») et l'anglais devient la lingua franca professionnelle. ▪ L'immigration apporte un potentiel pour la société civile <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les personnes immigrées des pays anglo-saxons ainsi que de l'espace européen sont prêtes à s'engager socialement (écoliers, parents, etc.) ▪ Les disparités sociales ont tendance à diminuer grâce à l'immigration <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'écart salarial a tendance à diminuer grâce à l'immigration. ▪ L'immigration de personnes peu qualifiées n'est pas durable dans les régions à statut peu élevé des agglomérations. ▪ L'immigration encourage les réseaux de relations transnationales <ul style="list-style-type: none"> ▪ Augmentation des ménages mixtes, internationalisation des employés dans les entreprises. Cela permet des transferts de savoir, le raccordement à des nouveaux marchés et un enrichissement culturel. ▪ En général, bonne intégration des immigrés <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'intégration en Suisse fonctionne, globalement, bien. La plupart des immigrés ont un emploi. Les résultats sont moins bons pour les jeunes et les femmes. ▪ Augmentation de la criminalité des étrangers: surtout à cause du tourisme de la criminalité <ul style="list-style-type: none"> ▪ Pour autant que des comparaisons soient possibles, les valeurs ne sont pas fondamentalement différentes entre population immigrée et population suisse. 	<p>MK ZH (2013)</p> <p>Hermann (2012: 33)</p> <p>Avenir Suisse (2008: 9)</p> <p>INFRAS (2014: 43), Ecos (2011: 6)</p> <p>ZKB (2010: 12, 124)</p> <p>ZKB (2010: 12, 124)</p> <p>ZKB (2010: 53, 123)</p> <p>Liebig et al. (2012)</p> <p>Schwarzenegger, Studer (2013)</p>

Désavantages pour la société	
<ul style="list-style-type: none"> ▪ La diversité culturelle apporte un potentiel de conflit et peut déclencher du ressentiment. <ul style="list-style-type: none"> ▪ La proportion d'habitants suisses diminue. ▪ Dans les villes spécialement, des zones multiculturelles peuvent enflammer des conflits ethniques. ▪ L'ancienne ségrégation spatiale demeure <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les quartiers traditionnels de travailleurs abritent de nombreux étrangers des couches défavorisées. Les immigrés aisés des pays européens s'établissent dans les quartiers bien situés. ▪ Lorsque les nouveaux venus et la population locale ne se mélangent pas, des sociétés parallèles voient le jour. ▪ Les conflits interculturels et socio-spatiaux n'augmentent pas, malgré un niveau toujours élevé d'immigration, grâce à un niveau de ségrégation stable. ▪ Mitige du territoire <ul style="list-style-type: none"> ▪ Sans mesures, la probabilité d'une augmentation du mitage du territoire est réelle. 	<p>MK ZH (2013: 35) Heitmeyer (1998)</p> <p>Wichmann/D'Amato (2010: 10), Hermann (2012:32)</p> <p>INFRAS (2014: 43), Ecos (2011: 5) ZKB (2010: 54)</p> <p>ZKB (2010:12)</p>

Culture

Tableau 8: culture	
Avantages et désavantages pour l'économie	Source
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pas de résultats directs dans la littérature existante. 	
Avantages pour la société	
<ul style="list-style-type: none"> ▪ L'immigration renforce l'offre culture dans les villes <ul style="list-style-type: none"> ▪ Outre des employés de banque et des juristes, de nombreux créateurs, artistes et gens de médias ont immigré vers la Suisse ces vingt dernières années. ▪ Les immigrés veulent des prestations culturelles, dans les centres-villes, et ils y enrichissent la vie culturelle. ▪ La politique culturelle est, à Berlin par exemple, un instrument central de la politique d'intégration: l'intégration est encouragée par la participation des étrangères et étrangers à la vie et aux activités culturelles. ▪ L'immigration conduit à une mixité sociale et culturelle <ul style="list-style-type: none"> ▪ En 2008, de nombreuses personnes vivent dans des ménages mixtes et dans des ménages composés de deux parents d'origine étrangère. ▪ Les Allemands sont le plus grand groupe des personnes immigrées ces dernières années. Spatialement, ils choisissent les mêmes lieux que la population suisse. Les Français en Suisse romande et les Italiens au Tessin sont également mêlés à la population locale. ▪ La diversité culturelle enrichit la société <ul style="list-style-type: none"> ▪ Toutes les personnes concernées accordent une grande valeur aux échanges et aux rencontres entre cultures différentes. Ils disent qu'ils marquent la vie sociale dans la région de Bâle et l'enrichissent. 	<p>INFRAS (2014: 30)</p> <p>Lanz (2011)</p> <p>Lanz (2011)</p> <p>ZKB (2010: 8)</p> <p>Hermann (2012:33)</p> <p>Ecos (2011: 6)</p>
Désavantages pour la société	
<ul style="list-style-type: none"> ▪ La diversité culturelle peut déclencher la peur d'un trop grand nombre d'étrangers 	

<ul style="list-style-type: none">▪ La proportion du nombre de ressortissants suisses diminue.▪ Des effets de reports des Suisses hors du marché du travail et hors du marché du logement peuvent déclencher des peurs de l'étranger.	MK ZH (2013: 35) ZKB (2010: 12)
--	------------------------------------

Bibliographie

- Aeppli et al. 2008:** Auswirkungen der bilateralen Abkommen auf die Schweizer Wirtschaft, Aeppli R., Altenburg M., Arvanitis S., Atukeren E., Boll T., Gassebner M., Graff M., Hollenstein H., Lassmann A., Liechti D., Nitsch V., Siliverstovs B. und Sturm J.-E., KOF-ETH, Dezember 2008, Zurich.
- Aeppli R. 2010:** Arbeitsmarkteffekte des Abkommens mit der EU zur Personenfreizügigkeit – eine Neubeurteilung, KOF-Analysen, Spezialanalyse, Winter 2010/2011, Zurich.
- Avenir Suisse 2008:** Die Neue Zuwanderung, Die Schweiz zwischen Brain-Gain und Überfremdungsangst, Müller-Jentsch D. (Hrsg.), Dezember 2008, Zurich.
- BAKBASEL 2015:** Bedeutung der Personenfreizügigkeit aus Branchensicht, Ergebnisse einer Unternehmensbefragung, Studie im Auftrag der Wirtschafts- und Branchenverbände Swissmem, hotelleriesuisse, TVS Textilverband Schweiz, ASA/SVV, Schweizerischer Versicherungsverband, scienceindustries, AGV, Banken, economiesuisse, Schweizer Obstverband und Privatkliniken Schweiz, Dezember 2013, Basel.
- BASS 2007:** Gesellschaftliche Kosten unzureichender Integration von Zuwanderinnen und Zuwanderern in Deutschland. Welche gesellschaftlichen Kosten entstehen, wenn Integration nicht gelingt? Tobias Fritschi (BASS), Ben Jann (ETH Zurich), herausgegeben von der Bertelsmann Stiftung.
- Berthoud C. 2012:** Dequalifiziert! Das ungenutzte Wissen von Migrantinnen und Migranten in der Schweiz. Mit Porträts von Betroffenen und Handlungsempfehlungen, herausgegeben vom Schweizerischen Roten Kreuz, März 2012, Bern.
- BFS (OFS) 2010:** Panorama der Hochschulen 2010, Bundesamt für Statistik BFS, Neuchâtel.
- BFS 2014:** Wohnfläche pro Bewohner. Systemwechsel 2000 auf 2012. Gebäude- und Wohnungstatistik (GWS), Neuchâtel. Mai 2014
- Bonin H. 2014:** Der Beitrag von Ausländern und künftiger Zuwanderung zum deutschen Staatshaushalt, ZEW Zentrum für Europäische Wirtschaftsforschung, Studie im Auftrag der Bertelsmann Stiftung, Mannheim.
- Borgwardt A. 2012:** Internationalisierung der Hochschulen, Strategien und Perspektiven, Schriftenreihe des Netzwerk Exzellenz an Deutschen Hochschulen, Friedrich Ebert Stiftung, Berlin.
- Bukow W.-D. et al. 2011 (Hrsg.):** Neue Vielfalt in der urbanen Stadtgesellschaft, Wiesbaden.
- Bundesamt für Sozialversicherungen BSV (OFAS) 2012:** AHV-Statistik 2011, Reihe Statistiken zur Sozialen Sicherheit, Bern.
- British Council 2010:** OPENCities Verstehen, British Council, Madrid.

- BSS 2014:** Fachkräftemangel in der Schweiz – Ein Indikatorensystem zur Beurteilung der Fachkräftenachfrage in verschiedenen Berufsfeldern, Kägi W., Lobsiger M., Morlok M., Frey M., Oswald A., Studie im Auftrag des Staatssekretariat für Wirtschaft SECO, 16. April 2014, Basel.
- Bundesrat 2012 (BR 2012):** Bericht des Bundesrates über die Personenfreizügigkeit und die Zuwanderung in die Schweiz, 4. Juli 2012, Bern.
- Can E., Ramel N. und Sheldon G. 2013:** Effekte der Personenfreizügigkeit auf die wirtschaftliche Entwicklung der Schweiz, Studie im Auftrag des Schweizerischen Arbeitgeberverbands, 29. November 2013, Basel.
- Carigiet Reinhard T. 2012:** Schulleistungen und Heterogenität. Eine mehrerebenen-analytische Untersuchung der Bedingungsfaktoren der Schulleistungen am Ende der dritten Primar-schulklasse, Bern.
- Credit Suisse 2011:** Standortqualität 2011: Im Zeichen der Stabilität, Research News, Zurich.
- Credit Suisse 2013:** Monitor Schweiz, Migration: Markt versus Kontingente, Swiss Issues Kon-junktur, 3. Dezember 2013, Zurich.
- Cueni D. und Sheldon G. 2011:** Arbeitsmarktintegration von EU/EFTA-Bürgerinnen und Bürgern in der Schweiz, Schlussbericht im Auftrag des Bundesamtes für Migration BFM, Basel.
- Deutsches Institut für Urbanistik 2014:** Diskussion zum Thema „soziale Innovation“, Kurzexper-tise, Bundesstelle Soziale Stadt, Studie im Auftrag des Bundesministeriums für Umwelt, Na-turschutz, Bau und Reaktorsicherheit, September 2014, Berlin.
- Die Weltwoche 2014:** Dichtestress? Von Thomas Hämmerli, Ausgabe 05/2014.
- Ecoplan 2013:** Standortförderung und Zuwanderung: Hintergrundbericht, Walter F., Baeriswyl. A., Peter C., Rissi C., Schoch T., Walker P., Studie im Auftrag des SECO, Dezember 2013, Bern.
- Ecos 2011:** Potenziale und Herausforderungen der Expats-Integration in der Region Basel, Schlussbericht, 15. April 2011, Basel.
- Eidgenössische Kommission gegen Rassismus EKR 2012:** Hochqualifizierte mit Migrationshin-tergrund. Empfehlungen der Eidgenössischen Kommission gegen Rassismus EKR, Kurzfassung der Studie zu möglichen Diskriminierungen auf dem Schweizer Arbeitsmarkt, November 2012, Bern.
- ESTV 2012:** Steuerpolitik und Mobilität, Einfluss der Besteuerung auf Arbeits- und Wohnsitz-wahl der Haushalte sowie Standortentscheidungen der Unternehmen, Morger M., Eidgenös-sische Steuerverwaltung, 8. Juni 2012, Bern.
- EVD 2011:** Fachkräfte für die Schweiz, eine Initiative des Eidgenössischen Volkswirtschaftsde-partements, Grundlagenbericht, Eidgenössisches Volkswirtschaftsdepartement EVD, Au-gust 2011, Bern.

- Favre S., Lalive R., Zweimüller J. 2013:** Verdrängungseffekte des Freizügigkeitsabkommens Schweiz-EU auf dem Schweizer Arbeitsmarkt, 13. April 2013, Zurich/Lausanne.
- Fritz und Fränzi 2011:** Soziale Vielfalt als Herausforderung, Ausgabe Nr. 5, Juni 2011.
- Gerfin M. und Kaiser B. 2010:** Die Auswirkungen der Immigration der Jahre 2002-2008 auf die Löhne in der Schweiz, Studie im Auftrag der Aufsichtskommission für den Ausgleichfonds der Arbeitslosenversicherung, SECO Publikation Arbeitsmarktpolitik Nr. 30, Juni 2010, Bern.
- Haugg W. und Müller-Jentsch D. 2008:** Die Neue Zuwanderung in Zahlen. Sonderbeilage in: Müller-Jentsch D. (Hrsg.) 2008: Die Neue Zuwanderung, Die Schweiz zwischen Brain-Gain und Überfremdungsangst, herausgegeben von Avenir Suisse, Zurich.
- Heitmeyer W., Dollase R. und Backes O. 1998:** Die Krise der Städte. Analysen zu den Folgen desintegrativer Stadtentwicklung für das ethnisch-kulturelle Zusammenleben, Suhrkamp, Frankfurt a. M.
- Henneberger F. und Ziegler A. 2011:** Evaluation der Wirksamkeit der flankierenden Massnahmen zur Personenfreizügigkeit, Teil 1: Kritische Würdigung der bestehenden Analysen über die Wirksamkeit der FlaM zur Verhinderung von Lohn- und Sozialdumping, Studie im Auftrag der GPK der eidgenössischen Räte, Diskussionspapier Nr. 124 der Universität St. Gallen, Oktober 2011, St. Gallen.
- Hermann M. 2012:** Die Geographie der Neuen Zuwanderung, terra cognita (21): 32-36.
- INFRAS 2014:** Migration im Kanton Zurich. Entwicklungen 2003 bis 2013. Studie im Auftrag der Kantonalen Fachstelle für Integrationsfragen, Kanton Zurich. Zurich März, 2014.
- Jaccard R., Widmer M. 2010:** Ausländisches Gesundheitspersonal in der Schweiz. obsan Bericht Nr. 39. obsan. Neuchâtel.
- Jonuz E. und Schulze E. 2011:** Vielfalt als Motor städtischer Entwicklung, das Beispiel der Keupstrasse in Köln, in: Wolf-Dietrich Bukow et al. 2011 (Hrsg.): Neue Vielfalt in der urbanen Stadtgesellschaft, Wiesbaden, 33-48.
- Kreis G. 2015:** Eigennutz und Gemeinnutzen, in: Caritas 2015: Sozialalmanach 2015, Schwerpunkt: Herein, Alle(s) für die Zuwanderung, Das Caritas-Jahrbuch zur sozialen Lage der Schweiz. Trends, Analysen, Zahlen, Luzern, 69-75.
- Landert Partner 2011:** Soziale Vernetzung in der Stadt Zurich, Zusatzauswertung der Bevölkerungsbefragung 2011, Schlussbericht, im Auftrag der Stadtentwicklung Zurich, Integrationsförderung, 5. September 2011, Zurich.
- Lanz S. 2011:** Berliner Diversitäten: Das immerwährende Werden einer wahrhaftigen Metropole, in: Wolf-Dietrich Bukow et al. 2011 (Hrsg.): Neue Vielfalt in der urbanen Stadtgesellschaft, Wiesbaden, 115-131.

- Liebig T. et al. 2012:** The labour market integration of immigrants and their children in Switzerland, Liebig T., Kohls S. und Krause K., OECD Social, Employment and Migration Working Papers, No. 128, OECD Directorate for Employment, Labour and Social Affairs, Paris.
- Metropolitankonferenz Zurich (MK ZH) 2013:** Fachbericht Immigration und Bevölkerungswachstum im Metropolitanraum Zurich, Auswirkungen, Herausforderungen und Massnahmen, Mai 2013, Zurich.
- Metropolitankonferenz Zurich (MK ZH) 2015:** Stärkung des Produktionsstandorts durch inländische Fachkräfte. Bestandesaufnahme, bewährte Massnahmen und Handlungsempfehlungen, Juni 2015, Zurich.
- Minsch R. und Bauer P. 2012:** Innovationspolitik in der Schweiz: Erfolgsfaktoren und populäre Irrtümer, Economiesuisse, Mai 2012, Bern.
- Müller-Jentsch D. und Zürcher B. 2008:** Die Neue Zuwanderung, in: Die Volkswirtschaft 2008 (11): 12-16.
- Müller T., Asensio N. und Graf R. 2013:** Les effets de la libre circulation des personnes sur les salaires en Suisse, Studie im Auftrag des SECO, Laboratoire d'économie appliquée und Observatoire Universitaire de l'Emploi, Université de Genève, 12. Februar 2013, Genf.
- OECD, EU 2015:** Indicators of Immigrant Integration 2015: Settling In, OECD Publishing, Paris.
- Pecoraro M. 2005:** Les migrants hautement qualifiés. In: Haug W./Wanner P. (Hg.): Migrants et marché du travail. Compétence et insertion professionnelle des personnes d'origine étrangère en Suisse, Neuchâtel, 71-110.
- Pecoraro M. 2011:** Gender, brain waste and job-education mismatch among migrant workers in Switzerland. ILO Publications, Genf.
- Ramel N. und Sheldon G. 2012:** Fiskalbilanz der Neuen Immigration in die Schweiz, Studie erstellt mit Unterstützung des Bundesamtes für Migration, Forschungsstelle für Arbeitsmarkt- und Industrieökonomik, Universität Basel, 17. Dezember 2012, Basel.
- Schwarzenegger C. und Studer D. 2013:** Kriminalität, strafrechtliche Sanktionierung, Nationalität und Aufenthaltsstatus, eine Analyse der schweizerischen Strafurteilsstatistik 1984-2011, Kriminologisches Institut Universität Zurich.
- Schweizerischer Arbeitgeberverband SAV, economiesuisse 2012:** Darum braucht die Schweiz die Zuwanderung, 16 Fragen zur Zuwanderungspolitik, November 2012, Zurich.
- Schweizerischer Städteverband 2014:** Argumentarium zur Migrationspolitik aus städtischer Sicht, Januar 2014, Bern.
- SECO 2015:** Spezialthema Immigration und Wachstum, in: Konjunkturtendenzen Frühjahr 2015, Seiten 33-53, April 2015, Bern.
- SECO et al. 2012:** 8. Bericht des Observatoriums zum Freizügigkeitsabkommen Schweiz-EU, Auswirkungen der Personenfreizügigkeit auf den Schweizer Arbeitsmarkt, Staatssekretariat

für Wirtschaft SECO, Bundesamt für Migration BFM, Bundesamt für Statistik BFS, Bundesamt für Sozialversicherungen BSV, 12. Mai 2012, Bern.

SECO et al. 2013: 9. Bericht des Observatoriums zum Freizügigkeitsabkommen Schweiz-EU, Auswirkungen der Personenfreizügigkeit auf den Schweizer Arbeitsmarkt, Staatssekretariat für Wirtschaft SECO, Bundesamt für Migration BFM, Bundesamt für Statistik BFS, Bundesamt für Sozialversicherungen BSV, 11. Juni 2013, Bern.

SECO et al. 2014: 10. Bericht des Observatoriums zum Freizügigkeitsabkommen Schweiz-EU, Auswirkungen der Personenfreizügigkeit auf den Schweizer Arbeitsmarkt, Staatssekretariat für Wirtschaft SECO, Bundesamt für Migration BFM, Bundesamt für Statistik BFS, Bundesamt für Sozialversicherungen BSV, 9. Juli 2014, Bern.

SECO et al. 2015: 11. Bericht des Observatoriums zum Freizügigkeitsabkommen Schweiz-EU, Auswirkungen der Personenfreizügigkeit auf den Schweizer Arbeitsmarkt, Staatssekretariat für Wirtschaft SECO, Bundesamt für Migration BFM, Bundesamt für Statistik BFS, Bundesamt für Sozialversicherungen BSV, 23. Juni 2015, Bern.

Sheldon G. 2007: Migration, Integration und Wachstum: Die Performance und wirtschaftliche Auswirkung der Ausländer in der Schweiz, Studie im Auftrag der Eidgenössischen Kommission für Ausländerfragen EKA, Basel.

Sheldon G. 2008: Was bringt uns die Neue Zuwanderung? Eine Kosten-Nutzen-Betrachtung, in: Müller-Jentsch D. (Hrsg.) 2008: Die Neue Zuwanderung, Die Schweiz zwischen Brain-Gain und Überfremdungsangst, herausgegeben von Avenir Suisse, Zurich, 103-127.

SNF 2015: Stellungnahme des Schweizerischen Nationalfonds zur Vernehmlassung zum Entwurf zur Änderung des Ausländergesetzes (Umsetzung von Artikel 121a BV), Schweizerischer Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung SNF, 28. Mai 2015, Bern.

Siegenthaler M. und Sturm J. E. 2012: Das Personenfreizügigkeitsabkommen Schweiz-EU/EFTA und das Wachstum des BIP pro Kopf in der Schweiz, Bericht zuhanden des Bundesamtes für Migration BFM, KOF Studies No. 36, November 2012, Zurich.

Stadt Zurich 2014: Nachhaltigkeitsmonitoring der Stadt Zurich. Kurzfassung. Stadtentwicklung Zurich, Präsidialdepartement. November 2014.

Stadt Zurich 2015: Statistisches Jahrbuch der Stadt Zurich 2015. Statistik Stadt Zurich.

Stalder P. 2010: Free Migration between the EU and Switzerland: Impacts on the Swiss Economy and Implications for Monetary Policy, Swiss National Bank Research, Januar 2010, Zurich.

Steiner I., Watkins A. und D'Amato G. 2013: Demographie, Ressourcen und die Bedeutung der Migration, eine Literaturstudie, Materialien zur Migrationspolitik, Studie im Auftrag der Eidgenössischen Kommission für Migrationsfragen, Oktober 2013, Bern.

- Tageswoche 2012:** Bloss weg hier – wegen der Schule!, online verfügbar unter www.tageswoche.ch/+aznvx, zuletzt aufgerufen am 24.7.2015, veröffentlicht am 15.08.2012.
- Veit S. und Koopmanns R. 2014:** Cooperation in ethnically diverse neighborhoods: a lost-letter experiment, *Political Psychology* Nr. 35 (3), 379-400.
- Volkswirtschaftsdirektion des Kantons Zurich (Hrsg.) 2012 (VD Kt Zh):** Zuwanderung im Kanton Zurich, Auswirkungen auf den Arbeits- und Wohnungsmarkt, Graf I., Gardiol L. und Stutz H. (Büro BASS), Heye C., Fuchs S. und Craviolini C. (raumdaten), Hermann M. und Tuggener S. (sotomo), September 2012, Zurich.
- Wichmann N., D'Amato G. 2010:** Migration und Integration in Basel-Stadt, Ein „Pionierkanton“ unter der Lupe, *SFM Forum suisse pour l'étude des migrations et de la population*, Neuchâtel.
- ZHAW, Meta-Sys 2007:** Personenfreizügigkeit und Wohnungsmarkt, Modul 1, Graf S., Jans A. und Sager D., Studie im Auftrag des Bundesamtes für Wohnungswesen BWO, 20. Juli 2007, Zurich/Winterthur.
- ZHAW, Meta-Sys 2009:** Personenfreizügigkeit und Wohnungsmarkt, Indikatoren zur Beurteilung der Auswirkungen auf regionale Immobilienmärkte, Graf S., Jans A. und Sager D., Studie im Auftrag des Bundesamtes für Wohnungswesen BWO, 29. Juni 2009, Winterthur/Zurich.
- ZHAW, Meta Sys 2014:** Personenfreizügigkeit und Wohnungsmarkt, Entwicklung 2013, Zurich/Winterthur.
- Zürcher Kantonalbank ZKB (Hrsg.) 2010:** Immigration 2030, Szenarien für die Zürcher Wirtschaft und Gesellschaft, Stutz, H. (BASS), Hermann M. (sotomo), Heye C., Matter D. (Fahrländer Partner), Baghdadi N. (Hochschule für Angewandte Wissenschaften St. Gallen), Gardiol D. und Oesch T. (BASS), Oktober 2010, Zurich.